



**Direction des Finances  
et du Conseil de Gestion**

# **DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

## **Conseil Municipal du 29 janvier 2024**

**Première Partie**

**ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE**

**Du budget principal de la ville**

**Rétrospective 2018 – 2023**

**Prospective 2024 – 2026**

## Table des matières

I – Le contexte financier du budget 2024.....	4
II – Rétrospective 2018-2023.....	5
1 – Etat des lieux : une chaîne de l'épargne consolidée.....	5
2 – 2018 – 2023 : des charges de fonctionnement maîtrisées et des produits en hausse.....	6
2-1 – Des charges de fonctionnement maîtrisées.....	6
2-1-1 – Evolution des charges de fonctionnement entre 2018 et 2023.....	6
2-1-2 – Les dépenses de personnel entre 2018 et 2023.....	7
2-2 – Evolution des produits de fonctionnement de 2018 à 2023.....	8
2-2-1 – Etat des lieux.....	8
2-2-2 – Evolution des impôts ménages entre 2018 et 2023.....	9
2-2-3 – Evolution des dotations de l'État entre 2018 et 2023.....	10
2-2-4 Les dotations de l'Agglomération (2017- 2022).....	10
2-2-5 Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO).....	11
3 - Des investissements financés par l'accroissement de la dette.....	12
4 - Endettement consolidé.....	14
III – Orientations budgétaires 2024-2026.....	15
1 – Retrouver des marges de manoeuvre.....	15
2– La maîtrise des dépenses de fonctionnement entre 2024 et 2026.....	16
3 – La recherche de produits de fonctionnement accrus.....	18
3.1 – Les produits fiscaux.....	18
3.2 – Le pacte financier et fiscal.....	19
3.3 - Les dotations de l'Etat et le fonds de péréquation (FPIC).....	20
3.4 - Les autres produits de fonctionnement courant.....	20
4 – Investir pour l'avenir.....	20
4-1 Les dépenses d'investissement hors dette.....	21
4-2 Le financement des dépenses d'investissement hors dette.....	21
4-3 L'évolution de la dette 2024 – 2026.....	22
4-3-1 Analyse de l'encours de la dette.....	22
4-3-1 Ratio d'endettement.....	22
4-4 Les orientations du programme d'investissement 2024 – 2026.....	22
4-4-1 Rappels.....	22
4-4-2 Les évolutions du Programme d'Investissement.....	23
4-4-3 Les investissements prévus en 2024 (détail en annexe 4).....	24
Annexe 1 : Principales mesures de la Loi de Finances pour 2024.....	26
Annexe 2 : L'évolution et la structure des effectifs de la collectivité.....	27
Annexe 3 : Programme d'investissement 2024-2026.....	30
Annexe 4 : Analyse de la dette consolidée.....	32
Annexe 5 : Glossaire.....	33

## **I – Le contexte financier du budget 2024**

La crise globale analysée dès 2021 s'est bien affirmée au cours de l'année 2023. Puissante, multiforme, tant environnementale (2023 l'année la plus chaude pour notre planète!), que sociale et économique elle s'impose dans un contexte international de plus en plus sombre. Après que la guerre en Ukraine ne s'impose dans son incroyable brutalité le désastre humain et politique en Israël/Palestine est venu en rajouter dans l'horreur.

2023 aura bien été, selon la formule d'Alain Frachon « l'année des deux guerres ».

« La plus grande menace pour le bien-être et l'économie mondiale est aujourd'hui politique » écrivait l'an passé John Stiglitz pour alerter sur la menace qui pèse de plus en plus fort sur les épaules de notre système démocratique. Nous le reprenons cette année car, que ce soit ici ou ailleurs dans le monde, c'est bien l'ensemble des valeurs humanistes, celles de notre république, qui sont contestées, soit par les différentes formes de terrorisme, soit par le monde « illibéral » et autoritaire.

Cette atmosphère conflictuelle, populiste, où la violence est préférée à la raison pèse sur nos concitoyens qui n'ont jamais été aussi nombreux à être pessimistes. Une enquête IPSOS de décembre montre qu'« un pessimisme massif traverse toute la population », en particulier du fait de la crise inflationniste inédite subie par nos concitoyens au cours de ces deux dernières années, tout particulièrement les ménages aux revenus les plus modestes dont on sait qu'ils sont nombreux dans notre ville. [En 2022 l'inflation était autour de 7%, en 2023 proche de 5 %. En 2024 elle serait aux alentours de 2,5%]. Ce contexte inflationniste tendrait à s'amoinrir en 2024, sans pour autant disparaître, en particulier dans le domaine énergétique.

La « fragmentation géoéconomique » accentuée, analysée par Françoise Benhamou et André Cartapanis, les bégalements de la « nouvelle mondialisation » se traduisent par le maintien de prix élevés que ce soit pour les matières premières, les produits manufacturés ou agricoles. Le niveau des prix ne devrait donc pas retrouver celui d'avant 2020.

L'évolution de la croissance économique, mondiale, de la zone Euro et française devrait être marquée par une faible augmentation (0,8% pour la France), voire même par une récession. Dans notre pays la crise immobilière particulièrement sensible en 2023 devrait se poursuivre alors que les taux d'intérêt ne devraient fléchir que progressivement.

Tout nous conduit à construire une prévision budgétaire toujours plus attentive à des éléments de contexte plus qu'incertains. Ainsi, à titre d'exemple, nous maintiendrons (et même augmenterons ) le million d'euros rajouté l'an passé pour faire face à la hausse des coûts de l'énergie.

Nos orientations budgétaires 2024 doivent, par ailleurs, intégrer les fragilités financières héritées (endettement, coût des parkings fermés, faiblesse des recettes...) soulignées par le rapport de Chambre Régionale des Comptes en 2022.

Elles prennent enfin en compte l'ensemble des efforts de rationalisation engagés depuis 2020, que ce soit en matière d'organisation et de valorisation des services de la ville, de formation... Des efforts qui portent d'ores et déjà leurs fruits.

## II – Rétrospective 2018-2023

### 1 – Etat des lieux : une chaîne de l'épargne consolidée

- En 2023 et en l'état actuel des travaux de fin d'exercice comptable, **l'excédent brut courant de la Ville pourrait connaître une légère inflexion.** Il devrait s'établir à 8,2 millions d'euros contre 8,7M€ en 2022, du fait :
  - de dépenses exceptionnelles liées à la crise énergétique et à l'inflation ainsi qu'à l'augmentation du point d'indice servant de base à la rémunération du personnel, qui **augmenteraient de 7,3 % en nominal passant de 61,3M€ à 65,8M€, hausse limitée à 2,4 % en réel, hors inflation budgétaire** retenue à hauteur de 4,9 % par le modèle Regards. (Voir § 2-1)
  - d'une baisse des **droits de mutation à titre onéreux (recettes conjoncturelles)** de 13 % entre 2022 et 2023, soit -325k€.

L'inflexion de l'EBC est malgré tout limitée par :

- la **maîtrise des dépenses de fonctionnement courant**
- une **forte augmentation des recettes de fonctionnement courant** (+5,7% en nominal par rapport à 2022, passant de 70M€ à 74M€). Cette augmentation est due à la dynamique observée du **produit des contributions directes** en lien avec le coefficient de revalorisation des bases (+7,1% en 2023) et l'élargissement de l'assiette taxable (+0,7%). **Hors inflation budgétaire, les produits de fonctionnement courant sont en hausse de 0,8 % entre 2022 et 2023.** (Voir § 2-2)
- L'épargne de gestion prévisionnelle 2023**, de l'ordre de 8,3 millions d'euros, **serait en hausse** de 700 K€ par rapport à celle constatée fin 2022, soit +10 % en nominal et +5 % en réel.
- Déduction faite de la charge de la dette (993 k€ en 2023 contre 817 k€ en 2022), **l'épargne brute s'établirait à 7,4 millions d'euros en 2023, en hausse de 600 K€ par rapport à 2022 soit +10 % en nominal et +5% en réel.**
- Enfin, déduction faite du remboursement du capital de la dette, **l'épargne nette augmenterait a priori de 400 k€ par rapport à celle de 2022 soit 16 % en nominal et +11 % en réel.**

#### Chaîne de l'épargne

k€	2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023	2023/2022	
							Nominal	Réel
Produits de fonctionnement courant	67 499	66 972	66 369	67 911	70 064	74 036	5,7 %	0,8 %
- Charges de fonctionnement courant	59 870	59 192	58 050	59 345	61 316	65 822	7,3 %	2,4 %
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>7 628</b>	<b>7 780</b>	<b>8 319</b>	<b>8 565</b>	<b>8 748</b>	<b>8 214</b>	<b>-6,1 %</b>	<b>-11,0 %</b>
+ Solde exceptionnel large	- 680	- 1 318	- 1 489	- 1 342	- 1 165	141	-112,1 %	-117,0 %
= Produits exceptionnels larges*	573	160	230	294	360	200	-44,4 %	-49,3 %
- Charges exceptionnelles larges*	1 253	1 477	1 719	1 636	1 525	59	-96,1 %	-101,0 %
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>6 948</b>	<b>6 463</b>	<b>6 830</b>	<b>7 223</b>	<b>7 583</b>	<b>8 355</b>	<b>10,2 %</b>	<b>5,3 %</b>
- Intérêts	752	858	823	787	817	993	21,5 %	16,6 %
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>6 197</b>	<b>5 604</b>	<b>6 007</b>	<b>6 436</b>	<b>6 766</b>	<b>7 362</b>	<b>8,8 %</b>	<b>3,9 %</b>
- Capital	2 931	3 251	3 521	3 855	4 193	4 378	4,4 %	-0,5 %
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>3 266</b>	<b>2 353</b>	<b>2 486</b>	<b>2 581</b>	<b>2 572</b>	<b>2 984</b>	<b>16,0 %</b>	<b>11,1 %</b>

- La politique d'investissement** poursuivie par la Ville au cours de la période 2017-2022, avec une **moyenne annuelle de 15M€, soit 266€ par habitant** (à comparer avec la moyenne nationale de 341€/hab et la moyenne régionale de 298€/hab en 2021) a été rendue possible

par un recours important à l'emprunt. Le remboursement du capital de la dette s'élève à 4 378 k€ en 2023, soit +4,4 % par rapport à 2022 et le **délaï de désendettement du budget principal serait en baisse à 9 années fin 2023** contre 9,4 années fin 2022.

- **Le ratio de rigidité des charges structurelles**, qui permet d'apprécier la proportion des dépenses obligatoires (charges de personnel, participations, intérêts de la dette) par rapport aux produits réels de fonctionnement, **s'améliorerait**, passant de 61,2% en 2018 à 59,8% en 2023, **mais reste à un niveau trop élevé** tout en s'approchant du niveau constaté au niveau national pour les collectivités de la même strate.

### Ratio de rigidité structurelle

k€	2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023
Charges de personnel nettes	40 932	39 995	39 417	40 303	41 373	43 433
Intérêts de la dette	752	858	823	787	817	993
Produits de fonctionnement	68 072	67 132	66 599	68 205	70 424	74 236
<b>Ratio de rigidité structurelle</b>	<b>61,2 %</b>	<b>60,9 %</b>	<b>60,4 %</b>	<b>60,2 %</b>	<b>59,9 %</b>	<b>59,8 %</b>

## **2 – 2018 – 2023 : des charges de fonctionnement maîtrisées et des produits en hausse**

### **2-1 – Des charges de fonctionnement maîtrisées**

#### **2-1-1 – Evolution des charges de fonctionnement entre 2018 et 2023**

- En moyenne, sur la période 2018-2023, **les charges de fonctionnement courant augmenteraient de 1,9% en nominal** mais en réel (hors inflation), elles diminueraient de 0,6 %.

#### Charges de fonctionnement - Montant

k€	Evolution moyenne		2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023	2023/2022	
	Nominale	Réelle							Nominal	Réel
Charges à caractère général			10 050	10 389	9 706	10 363	11 028	11 920	8,1 %	3,2 %
Charges de personnel			40 932	39 995	39 417	40 317	41 372	43 472	5,1 %	0,2 %
Autres charges de gestion courante			8 774	8 714	8 854	8 626	8 890	10 400	17,0 %	12,1 %
Dont subvention CCAS			3 200	3 200	3 236	3 150	3 242	3 220		
Dont subvention aux associations			4 942	4 874	4 948	4 886	5 024	4 900		
Dont subvention BA Parkings								1 400		
Atténuations de produits			115	93	73	39	27	30		
<b>Charges de fonctionnement courant</b>	<b>1,9 %</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>59 870</b>	<b>59 192</b>	<b>58 050</b>	<b>59 345</b>	<b>61 316</b>	<b>65 822</b>	<b>7,3 %</b>	<b>2,4 %</b>
Charges exceptionnelles larges			1 253	1 477	1 719	1 636	1 525	59	-96,1 %	-101,0 %
Dont subvention BA Parkings			1 210	1 410	1 654	1 430	1 400			
Provisions semi-budgétaires (68)			0	39	9	38	49	49	0,0 %	-4,9 %
<b>Charges de fct hors intérêts</b>	<b>1,5 %</b>	<b>-1,0 %</b>	<b>61 123</b>	<b>60 669</b>	<b>59 769</b>	<b>60 981</b>	<b>62 841</b>	<b>65 881</b>	<b>4,8 %</b>	<b>-0,1 %</b>
Intérêts			752	858	823	787	817	993	21,5 %	16,6 %
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>1,6 %</b>	<b>-1,0 %</b>	<b>61 875</b>	<b>61 527</b>	<b>60 592</b>	<b>61 768</b>	<b>63 658</b>	<b>66 874</b>	<b>5,1 %</b>	<b>0,2 %</b>
<b>Evolution nominale n/n-1</b>			<b>-2 %</b>	<b>-1 %</b>	<b>-2 %</b>	<b>2 %</b>	<b>3 %</b>	<b>5 %</b>		
<i>Inflation budgétaire</i>		<i>2,56%</i>		<i>0,90%</i>	<i>0,20%</i>	<i>1,60%</i>	<i>5,30%</i>	<i>4,90%</i>		

- **En 2023, les charges de fonctionnement courant devraient augmenter de 7,3% en nominal par rapport à 2022 et de 2,4 % en réel :**
  - les charges à caractère général augmenteraient de 8,1% en nominal mais seulement de 3,2% en réel ;
  - les charges de personnel augmenteraient de 5,1% en nominal mais seulement de 0,2 % en réel ;

- la subvention au budget annexe des parkings, anticipée stable voire en baisse relative entre 2022 et 2023 en l'état actuel des travaux de fin d'année, étant comptabilisée à ce chapitre à compter de 2023 (M57), les autres charges de gestion courante augmenteraient de 17% en nominal et de 12,1 % en réel. **Sans la subvention du budget parkings, les autres charges de gestion courante augmenteraient de 1,2 % en nominal et baisseraient de 3,7% en réel ;**
- en contrepartie, les charges exceptionnelles deviennent anecdotiques en M57 : elles ne représentent plus que 59 k€ en 2023 contre 1 525 k€ en 2022, soit une baisse de 96 % en nominal et de 101 % en réel.

### **2-1-2 – Les dépenses de personnel entre 2018 et 2023**

Ce chapitre regroupe essentiellement la rémunération du personnel municipal, du personnel employé par l'intermédiaire du Centre de Gestion ou mis à disposition par d'autres collectivités et les cotisations (URSSAF, CNRACL, CNFPT...).

L'ensemble des données concernant l'évolution et la structure des effectifs, l'état des avantages en nature, des heures supplémentaires, du temps de travail du personnel municipal figurent en annexe 2 du présent rapport.

#### **Charges de personnel retraitées**

k€	2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023	2023/2022 Réel
Charges de personnel brutes	42 067	41 228	40 813	41 599	42 546	44 525	-0,2 %
<i>Evolution nominale n/n-1</i>	-1,6 %	-2,0 %	-1,0 %	1,9 %	2,3 %	4,7 %	
- Main d'oeuvre travaux en régie	-724	-828	-999	-904	-800	-696	
- Remboursement salaires budgets annexes	-411	-405	-397	-392	-373	-396	
<b>Charges de personnel nettes</b>	<b>40 932</b>	<b>39 995</b>	<b>39 417</b>	<b>40 303</b>	<b>41 373</b>	<b>43 433</b>	0,1 %
<i>Evolution nominale n/n-1</i>	-1,8 %	-2,3 %	-1,4 %	2,2 %	2,7 %	5,0 %	
<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>63 809</b>	<b>63 450</b>	<b>62 784</b>	<b>63 855</b>	<b>65 484</b>	<b>68 758</b>	
<b>Dépenses de personnel brutes / dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>65,9 %</b>	<b>65,0 %</b>	<b>65,0 %</b>	<b>65,1 %</b>	<b>65,0 %</b>	<b>64,8 %</b>	
<b>Dépenses de personnel nettes / dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>64,1 %</b>	<b>63,0 %</b>	<b>62,8 %</b>	<b>63,1 %</b>	<b>63,2 %</b>	<b>63,2 %</b>	

**Les dépenses de personnel nettes prévisionnelles représentent 63,2 % des dépenses réelles de fonctionnement en 2023 dans la continuité de 2022 dont le taux était identique.**

Les dépenses de personnel, après des périodes de diminution (2018/2019/2020) connaissent une évolution depuis 2021.

Les raisons principales sont exogènes et liées au contexte réglementaire national. En effet, les décisions successives du gouvernement ont impacté les finances de la Ville de façon partielle en 2023 obligeant à faire évoluer l'enveloppe dédiée lors du vote du budget supplémentaire. Dès 2024, ces dispositions pèseront en année pleine sur la collectivité.

Les raisons principales s'imposant à la Ville et que les budgets doivent amortir sont les suivantes:

- la hausse du point d'indice + 3,5 % en juillet 2022 et + 1,5 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023
- l'augmentation de points d'indice au bénéfice des agents des catégories C et B (jusqu'à 9 points) pour rétablir la progressivité des rémunérations au 1er juillet 2023 et les augmentations salariales dans le cadre des Parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) de 2021 et 2022
- les augmentations successives du SMIC
- l'attribution du forfait mobilité durable et son évolution
- l'augmentation de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA)

La ville n'a bénéficié d'aucun financement complémentaire de l'État pour faire face à ces revalorisations.

Les périodes de diminution et de stabilité s'expliquent par les actions engagées en 2015 visant à contenir la masse salariale et à interroger le niveau de service public.

La pandémie de 2020 ainsi que le taux d'absentéisme au sein des effectifs a freiné ces efforts, ce qui explique en partie la hausse des dépenses nettes de personnel.

Depuis 2020, l'enveloppe allouée aux périphériques du chapitre 12 a fortement augmenté. Pour rappel, cette enveloppe contient, entre autre, les lignes consacrées aux allocations chômage, aux reprises de Compte Épargne Temps, aux capitaux décès, à la médecine professionnelle.

Afin de limiter ces hausses, depuis 2023 la Ville adhère à Pôle emploi, afin de ne plus assurer le risque chômage via l'auto assurance. Cela permet également de recruter en direct certains contractuels pour diminuer le recours aux prestataires extérieurs (CDG) et les surcoûts qui en découlent.

La maîtrise et la stabilisation de la masse salariale sont des objectifs permanents.

## **2-2 – Evolution des produits de fonctionnement de 2018 à 2023**

### **2-2-1 – Etat des lieux**

- **Après une période de baisse sur la période 2018-2020** (baisse de la dotation de compensation versée par l'Agglomération suite aux mutualisations de services, baisse des recettes des services liée à la crise sanitaire en 2020), les produits de fonctionnement courants ont entamé une remontée en 2021 grâce à l'augmentation des contributions directes (revalorisation des valeurs locatives de 3,4 % en 2022), à la révision du pacte financier avec SBAA, à une très forte dynamique des droits de mutation à titre onéreux et à la progression des produits des services jusqu'en 2022.
- Fin 2023, les produits de fonctionnement courants pourraient s'élever à 74,2 M€, soit +5,4 % en nominal et +0,5% en réel par rapport à 2022 du fait :
  - **de contributions directes** globales perçues par la ville en hausse de 9,7 % en nominal et 4,8% en réel ; (Voir § 2-2-2)
  - **des produits des services** en hausse de 9 % en nominal et 4,1 % en réel
  - **d'une chute des droits de mutation à titre onéreux** perçus par la ville avec une recette en baisse de l'ordre de -13% en nominal (-17,9% en réel) par rapport à 2022 ; (Voir § 2-2-5)

**Produits de fonctionnement - Montant**

k€	Evolution moyenne		2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023	2023/2022	
	Nominale	Réelle							Nominal	Réel
Impôts et taxes			41 829	40 484	40 682	43 627	44 746	48 022	7,3 %	2,4 %
Contributions Directes	4,3 %	1,7 %	31 948	32 412	32 777	34 980	35 917	39 390	9,7 %	4,8 %
Attribution Compensation reçue	-5,1 %	-7,5 %	5 496	4 533	4 138	4 273	4 131	4 222		
Dotation de solidarité communautaire			424	424	424	424	522	523		
Attribution FPIC			715	696	679	691	683	652		
Taxe locale sur la publicité extérieure			35	32	32	31	31	32		
Taxe additionnelle DMTO			1 547	1 524	1 775	2 329	2 500	2 175	-13,0 %	-17,9 %
Stationnement (C/7337)			0	0	0	0	0	0		
droit de place (C/7336)			0	0	0	0	0	65		
Solde impôts et taxe			1 663	862	858	900	962	962		
Dotations et participations			20 475	20 517	20 784	18 260	18 831	19 139	1,6 %	-3,3 %
DGF	0,2 %	-2,3 %	13 266	13 388	13 367	13 443	13 422	13 432	0,1 %	-4,8 %
Compensations fiscales			2 187	2 273	2 402	576	685	744	8,6 %	3,7 %
Solde participations diverses			5 022	4 856	5 015	4 241	4 724	4 963		
Autres produits de fct courant			4 561	5 605	4 529	5 486	5 989	6 510	8,7 %	3,8 %
Produits des services	8,7 %	6,0 %	3 922	5 076	4 065	5 015	5 466	5 960	9,0 %	4,1 %
Solde produits des services			3 922	5 076	4 065	5 015	5 466	5 960		
Produits de gestion			639	529	464	470	523	550		
Atténuations de charges			633	365	374	537	498	365		
<b>Produits de fonctionnement courant</b>	<b>1,9 %</b>	<b>-0,7 %</b>	<b>67 499</b>	<b>66 972</b>	<b>66 369</b>	<b>67 911</b>	<b>70 064</b>	<b>74 036</b>	<b>5,7 %</b>	<b>0,8 %</b>
Produits exceptionnels larges			573	160	230	294	360	200		
<b>Produits de fonctionnement</b>	<b>1,7 %</b>	<b>-0,8 %</b>	<b>68 072</b>	<b>67 132</b>	<b>66 599</b>	<b>68 205</b>	<b>70 424</b>	<b>74 236</b>	<b>5,4 %</b>	<b>0,5 %</b>
<b>Evolution nominale n/n-1</b>			<b>-1,8 %</b>	<b>-1,4 %</b>	<b>-0,8 %</b>	<b>2,4 %</b>	<b>3,3 %</b>	<b>5,4 %</b>		

## 2-2-2 – Evolution des impôts ménages entre 2018 et 2023

**Indices**

	Moy.	2019/18	2020/19	2021/20	2022/21	2023/22
Coefficient d'actualisation TH	1,027	1,022	1,009	1,002	1,034	1,071
Coefficient d'actualisation FB	1,028	1,022	1,012	1,002	1,034	1,071
Coefficient d'actualisation FNB	1,028	1,022	1,012	1,002	1,034	1,071
Indice des prix	1,026	1,009	1,002	1,016	1,053	1,049

**Evolution physique des bases nettes d'imposition**

	Moy.	2019/18	2020/19	2021/20	2022/21	2023/22
Base nette TH	-34,1%	-0,8%	0,6%	-91,9%	9,5%	38,4%
dont base résidences secondaires	11,9%	-0,4%	0,1%	10,2%	15,4%	38,4%
Base nette FB	0,0%	1,0%	1,2%	-3,4%	-2,6%	2,8%
Base nette FNB	-2,9%	-3,2%	-7,4%	-7,3%	1,1%	3,8%
Base nette CFE	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

**Produits fiscaux y compris compensations**

k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produit TH + Compensations TH	18 133	18 434	18 815	1 353	1 531	2 269
Produit FB + Compensations FB	15 697	15 999	16 218	33 911	34 919	37 649
Produit FNB + Compensation FNB	75	74	68	65	69	74
<b>Produit ménage yc compensations</b>	<b>33 905</b>	<b>34 506</b>	<b>35 101</b>	<b>35 329</b>	<b>36 519</b>	<b>39 993</b>
Produit CFE + compensation TP/CFE/CVAE	0	0	0	0	0	0
Ajustement compensations fiscales						0
<b>Produit total yc compensations</b>	<b>33 905</b>	<b>34 506</b>	<b>35 101</b>	<b>35 329</b>	<b>36 519</b>	<b>39 993</b>
<b>Evolution nominale n/n-1</b>	<b>1,4 %</b>	<b>1,8 %</b>	<b>1,7 %</b>	<b>0,6 %</b>	<b>3,4 %</b>	<b>9,5 %</b>

- **La réforme de la Taxe d'Habitation en 2021** a réduit les compensations fiscales associées à cette taxe. Ce montant est compensé via la part départementale de Taxe Foncière perçue par la ville à compter de 2021 et le coefficient correcteur calculé par l'État pour assurer le **maintien du produit fiscal** après application de la réforme ;

- **Le produit fiscal augmenterait en 2023 de 9,5 % en nominal par rapport à 2022** suite à l'application du coefficient d'actualisation des bases (+7,1%) et à la variation d'assiette (+0,7%). Hors inflation, l'évolution serait de +4,6 %.

### 2-2-3 – Evolution des dotations de l'État entre 2018 et 2023

#### Population DGF

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Population totale	47 166	47 058	46 006	45 721	45 099	45 602
Résidences secondaires	764	897	945	1 125	1 256	1 297
Majoration places de caravane *	56	56	56	56	56	56
<b>Population DGF</b>	<b>47 986</b>	<b>48 011</b>	<b>47 007</b>	<b>46 902</b>	<b>46 411</b>	<b>46 955</b>
dont Population QPV	7 268	7 268	7 268	7 268	7 244	7 244

#### DGF et Fonds de péréquation

k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dotation forfaitaire (DF)	10 107	10 109	9 996	9 984	9 928	9 990
+ Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP)	3 159	3 279	3 372	3 459	3 494	3 442
<i>dont DSU</i>	1 984	2 099	2 220	2 324	2 425	2 425
<i>dont DNP</i>	1 175	1 180	1 152	1 136	1 069	1 017
<b>= DGF (A)</b>	<b>13 266</b>	<b>13 388</b>	<b>13 367</b>	<b>13 443</b>	<b>13 422</b>	<b>13 432</b>
+ FPIC (B)	715	696	679	691	683	652
<b>DGF et FONDS DE PEREQUATION (A) + (B)</b>	<b>13 981</b>	<b>14 084</b>	<b>14 046</b>	<b>14 134</b>	<b>14 105</b>	<b>14 084</b>

- **Après une période de baisse quasiment ininterrompue du nombre d'habitants entre 1975 et 1995 puis entre 2007 et 2022**, la ville renoue avec une population en hausse en 2023 (+503 habitants par rapport à 2022).
- **Les dotations sont en légère diminution de -0,2 % en nominal entre 2022 et 2023 mais de -5 % hors inflation.**

### 2-2-4 Les dotations de l'Agglomération (2017- 2022)

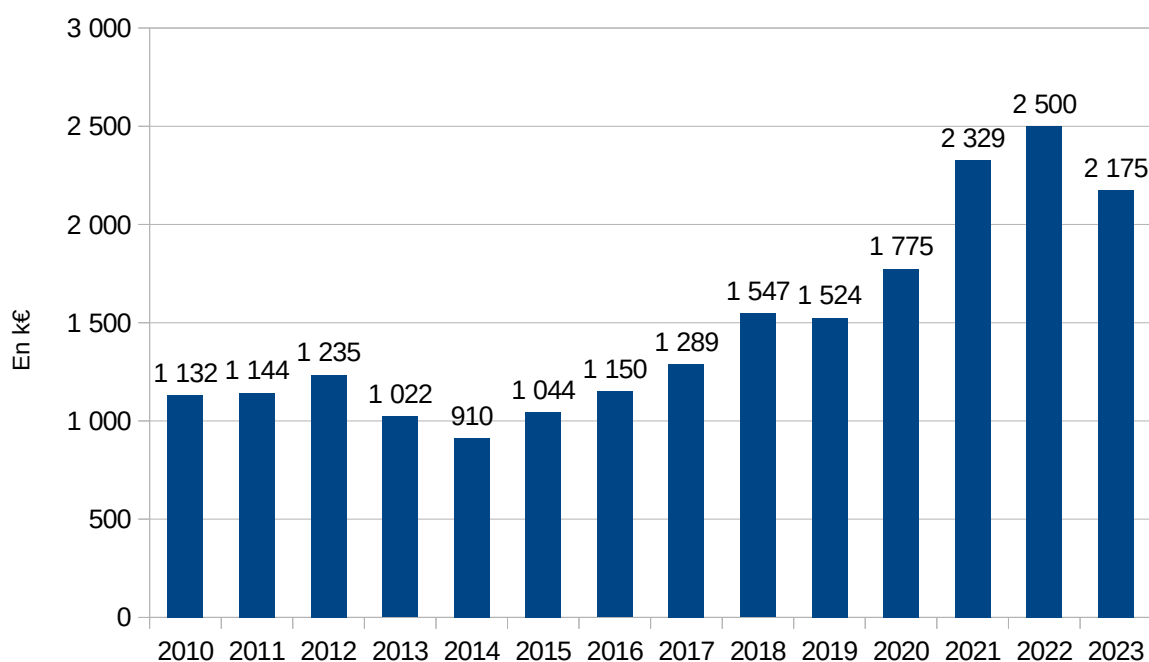
k€	2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023	2023/2022 Réal
Attribution Compensation reçue	5 496	4 533	4 138	4 273	4 131	4 222	
Dotation de solidarité communautaire	424	424	424	424	522	523	
<b>Total dotations communautaires</b>	<b>5 920</b>	<b>4 958</b>	<b>4 562</b>	<b>4 696</b>	<b>4 653</b>	<b>4 745</b>	-2,9 %
Evolution nominale n/n-1	-16,9 %	-16,3 %	-8,0 %	2,9 %	-0,9 %	2,0 %	

Entre 2018 et 2023, la réfaction sur l'attribution de compensation versée par St-Brieuc Armor Agglomération s'élève à plus d'un million d'euros en lien avec le coup de fonctionnement des services communs qui ont entraîné parallèlement une baisse des charges de personnel lors de leur création.

**La signature d'un nouveau pacte financier avec SBAA** a mis fin au système de neutralisation des effets de la fusion sur la DGF et le FPIC entraînant une hausse de la DAC en 2021 et dont les effets se sont faits sentir à compter de 2022 sur le FCF.

**En 2022, une régularisation de DAC** correspondant à une erreur de calcul de l'impact des services communs sur les années 2018 à 2020 a entraîné une baisse de 154 K€ compensée par le coût réel des mêmes services pour l'exercice 2021. A compter de 2023, la DAC devrait retrouver le montant négocié en 2021. (Voir § 3-2).

### **2-2-5 Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO)**



La dynamique observée sur le marché de l'immobilier entre 2020 et 2022 a entraîné une forte augmentation des recettes au titre des DMTO :

- en 2020 : +16 % par rapport à 2019
- en 2021 : +31 % par rapport à 2020
- en 2022 : +7 % par rapport à 2021

En 2023, le marché immobilier connaît un net ralentissement se traduisant par des baisses de DMTO de l'ordre de -20 % suivant la région.

La ville de Saint-Brieuc reste attractive ce qui se traduit par une baisse des DMTO limitée à -13 % par rapport à 2022.

### 3 - Des investissements financés par l'accroissement de la dette

#### Financement de l'investissement - Montants

k€	2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023	Moyenne
Dépenses d'équipement	15 495	16 479	16 105	14 341	13 180	13 000	14 767
Dépenses directes d'équipement	13 855	15 371	15 452	13 678	12 364	13 000	13 953
Dépenses indirectes (FdC + S.E.)	1 640	1 108	653	663	816	0	813
Opérations pour cpte de tiers (dép)	204	149	12	168	17	0	92
Dépenses financières d'inv.	0	0	148	0	5	0	25
<b>Dép d'inv hors annuité en capital</b>	<b>15 699</b>	<b>16 628</b>	<b>16 265</b>	<b>14 508</b>	<b>13 202</b>	<b>13 000</b>	<b>14 884</b>
<b>Financement de l'investissement</b>	<b>19 493</b>	<b>11 190</b>	<b>24 071</b>	<b>18 230</b>	<b>15 147</b>	<b>15 171</b>	<b>17 217</b>
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>3 266</b>	<b>2 353</b>	<b>2 486</b>	<b>2 581</b>	<b>2 572</b>	<b>2 984</b>	<b>2 707</b>
Ressources propres d'inv. (RPI)	3 535	2 767	2 797	2 595	2 892	2 726	2 885
<i>  FCTVA</i>	2 718	2 082	2 197	2 128	1 836	1 623	2 097
<i>  Produits des cessions</i>	360	476	406	54	382	903	430
<i>  Diverses RPI</i>	457	210	194	413	674	200	358
Opérations pour cpte de tiers (rec)	66	222	0	39	18	0	58
Fonds affectés (amendes, ...)	813	641	1 125	628	1 173	661	840
Subventions yc DETR / DSIL	1 813	2 693	4 833	2 388	1 492	1 800	2 503
Emprunt	10 000	2 514	12 829	10 000	7 000	7 000	8 224

En moyenne, les dépenses d'investissement s'élèvent à **14,9 M€ / an** sur la période 2018-2023.

Le financement est assuré en moyenne par :

- le recours à l'emprunt à hauteur de 55 %
- les ressources propres d'investissement à hauteur de 19 %
- l'épargne nette à hauteur de 18 %
- les subventions à hauteur de 17 %

L'encours de la dette du budget principal s'élève au 31 décembre 2023 à **66 126 k€**, soit une hausse de **4,1 %** par rapport à fin 2022.

Fin 2023, en l'état actuel des travaux de fin d'année, **le ratio de désendettement du budget principal serait de l'ordre 9 années** contre 9,4 années fin 2022.

Ces données seront revues en fonction du niveau d'épargne brute réel dégagé sur l'exercice 2023.

#### Encours de dette au 31/12

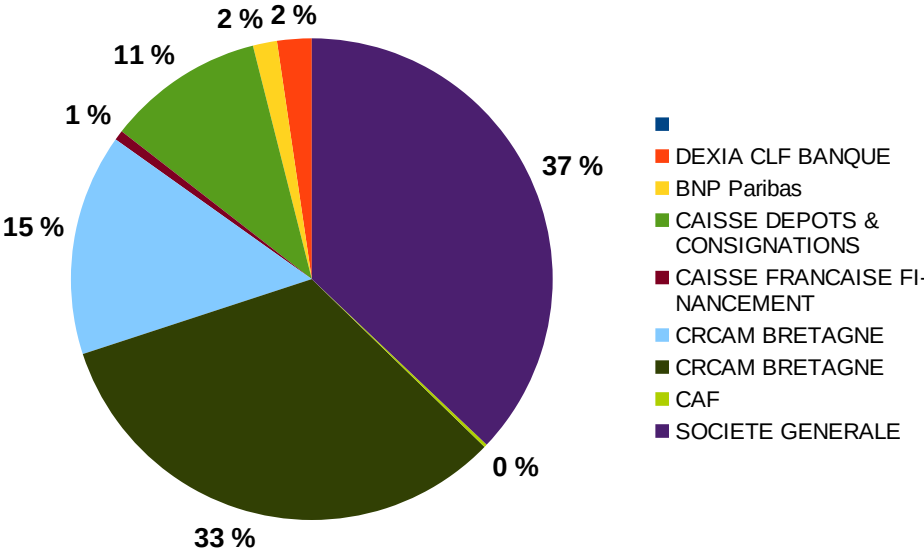
k€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Encours brut	45 980	45 243	54 551	60 696	63 503	66 126
/ Epargne brute	6 197	5 604	6 007	6 436	6 766	7 362
<b>ratio de désendettement</b>	<b>7,4</b>	<b>8,1</b>	<b>9,1</b>	<b>9,4</b>	<b>9,4</b>	<b>9,0</b>
Encours corrigé par habitant	974,9	961,4	1 185,7	1 327,5	1 408,1	1 450,1

#### ENCOURS PREVISIONNEL DE LA DETTE PAR HABITANT AU 31/12/2023

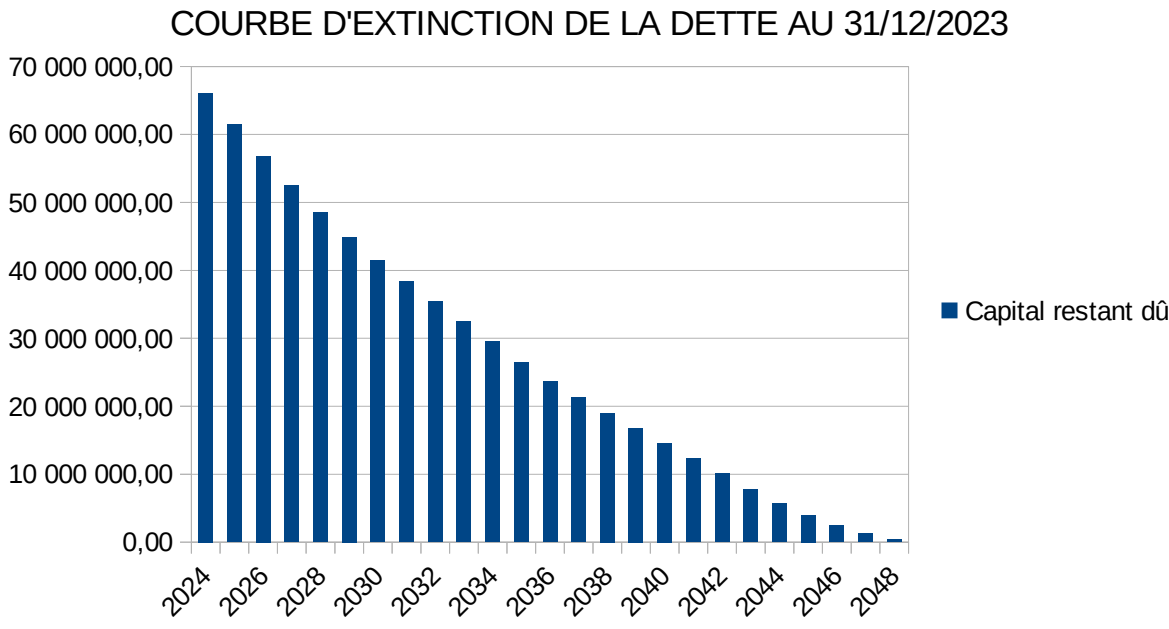
	En €/habitant
Ville de St-Brieuc (2023)	1 450
Moyenne régionale (2021)	1 270
Moyenne nationale (2022)	967

(source : analyse financière du Trésorier Municipal, site DGCL).

Le graphique ci-après présente la répartition du financement bancaire par établissement au 31 décembre 2023. **L'encours est composé à 81% par des emprunts à taux fixes et à 19% par des emprunts à taux variables.** La totalité des emprunts est classée dans la catégorie la moins risquée de la nomenclature Gissler (A1 – simples taux fixes ou variables en euros).



Par ailleurs, la dette s'amortit selon un profil d'extinction régulier comme le montre le graphique :



## 4 - Endettement consolidé

Afin d'avoir une **vue globale de l'endettement de la ville**, il convient d'observer l'**encours cumulé de l'ensemble des budgets**:

K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2018-2023
Encours du budget principal au 31/12	45 980	45 243	54 551	60 697	63 503	66 126	20 146
<i>Evolution n/n-1</i>	18%	-2%	21%	11%	5%	4%	44%
Encours du budget annexe des parkings au 31/12	18 115	19 483	23 750	22 643	21 514	20 563	2 448
<i>Evolution n/n-1</i>	-4%	8%	22%	-5%	-5%	-4%	14%
Encours du budget annexe des pompes funèbres au 31/12	912	847	780	709	635	558	-354
<i>Evolution n/n-1</i>	-6%	-7%	-8%	-9%	-10%	-12%	-39%
<b>Encours total</b>	<b>65 007</b>	<b>65 573</b>	<b>79 081</b>	<b>84 049</b>	<b>85 653</b>	<b>87 247</b>	<b>22 240</b>
<i>Evolution n/n-1</i>	11%	1%	21%	6%	2%	2%	34%

**Entre 2018 et 2023, l'endettement global de la ville a augmenté de 22M€, soit +34 %, dont :**

- Budget principal : + 20M€, soit +44%
- Budget annexe des parkings : +2,4M€, soit +14 %
- Budget annexe des Pompes Funèbres : -354k€, soit -39 %

### RATIO DE DESENETTEMENT CONSOLIDE (TOUS BUDGETS)

K€	2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023
Epargne brute du budget principal	6 197	5 604	6 007	6 436	6 766	7 362
Encours sur épargne brute - budget principal	7,4	8,1	9,1	9,4	9,4	9,0
Epargne brute du budget annexe parkings	654	770	888	1 027	990	1 087
Encours sur épargne brute - budget annexe des parkings	27,7	25,3	26,7	22,0	21,7	18,9
Epargne brute du budget annexe Pompes Funèbres	25	29	32	34	36	38
Encours sur épargne brute - budget annexe P. Funèbres	36,3	29,0	24,2	20,8	17,6	14,7
<b>Epargne brute consolidée</b>	<b>6 875</b>	<b>6 403</b>	<b>6 927</b>	<b>7 498</b>	<b>7 792</b>	<b>8 487</b>
<b>Encours sur épargne brute Budget principal (rapport CRC)</b>	<b>10,5</b>	<b>11,7</b>	<b>13,1</b>	<b>13,1</b>	<b>12,7</b>	<b>11,9</b>
<b>Encours sur épargne brute consolidée</b>	<b>9,5</b>	<b>10,2</b>	<b>11,4</b>	<b>11,2</b>	<b>11,0</b>	<b>10,3</b>

Dans son rapport sur l'analyse financière de la ville pour la période 2017-2020 présenté lors de la séance du 26 septembre 2022, la Chambre Régionale des Comptes indique que le délai de désendettement consolidé de la ville s'élève à 13,1 années. Ce calcul est basé sur le rapport entre la dette consolidée au 31/12 et l'épargne brute du seul budget principal.

En accord avec le Service de Gestion Comptable (ex Trésorerie), il nous semble pertinent que la dette consolidée soit rapportée à l'épargne brute consolidée, ce qui revient à présenter un délai de désendettement de 11,4 années en 2020 au lieu de 13,1 années.

**Au 31/12/2023, le ratio de désendettement consolidé serait de 10,4 années contre 11,2 années fin 2022**

### **III – Orientations budgétaires 2024-2026**

Les orientations 2024-2026 sont conformes à la trajectoire budgétaire pour l'ensemble du mandat. Etablies sur l'analyse de la situation de la Ville, dans le contexte de crise analysé en introduction, elles s'appuient sur le travail de la DGFIP et l'expertise de la prospective RCF (2020 -> 2026).

- ➔ La stabilité financière de la Ville passe par le maintien d'une épargne nette à un niveau suffisant pour lui permettre d'investir dans la durée
- ➔ L'attention aux conséquences de la dette excessive de la Ville (cf. rapport CRC 2022),
- ➔ La recherche de nouvelles ressources, tant en fonctionnement qu'en investissement,
- ➔ Le maintien des taux des impôts ménage (2021-2026)
- ➔ Un Programme d'Investissement construit sur 6 ans :
  - de lutte contre la crise environnementale globale
  - d'ambition urbaine et de volontarisme pour le service public municipal
  - de réponse aux attentes des habitants et des associations d'une ville en dynamique.

#### **1 – Retrouver des marges de manoeuvre**

Les résultats présentés dans cette partie correspondent à des **hypothèses de comptes administratifs** pour les années 2024 à 2026 et sont donc soumis à la réalité de l'exécution financière des exercices à venir.

##### **Chaîne de l'épargne**

k€	2024	2025	2026
Produits de fonctionnement courant	74 390	75 542	76 642
- Charges de fonctionnement courant	65 957	66 651	67 399
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>8 432</b>	<b>8 892</b>	<b>9 243</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	<b>141</b>	<b>141</b>	<b>141</b>
= Produits exceptionnels larges	200	200	200
- Charges exceptionnelles larges	59	59	59
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>8 573</b>	<b>9 033</b>	<b>9 384</b>
- Intérêts	1 299	1 415	1 523
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>7 274</b>	<b>7 618</b>	<b>7 861</b>
- Capital	4 622	4 768	4 605
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>2 652</b>	<b>2 850</b>	<b>3 256</b>

- ➔ Une gestion volontariste des dépenses et des recettes permettrait d'assurer la progression de l'**excédent brut courant sur la période 2024-2026, passant de 8,4M€ en 2024 à 9,2M€ en 2026. L'épargne de gestion et l'épargne brute suivraient la même tendance passant respectivement de 8,6M€ à 9,4M€ et de 7,3M€ à 7,9M€.**
- ➔ Après la prise en compte de l'annuité de la dette, l'**épargne nette**, qui représente la capacité de la ville à autofinancer ses investissements, **passerait de 2,6M€ en 2024 à 3,3M€ en 2026.**
- ➔ Le **délaï de désendettement** passerait de 9,2 années en 2024 à 8,1 années en 2026.

## Evolution de l'encours de la dette et du délai de désendettement de 2024 à 2026 :

### Encours de dette au 31/12

k€	2024	2025	2026
Encours brut	66 846	68 010	63 405
/ Epargne brute	7 274	7 618	7 861
<b>= Encours / Epargne brute</b>	<b>9,2</b>	<b>8,9</b>	<b>8,1</b>
Encours corrigé par habitant	1 465,9	1 491,4	1 390,4

En matière de dette, l'orientation sur la période dépend du rythme de réalisation des projets, du niveau de subventionnement et de la capacité de remboursement de la collectivité liée elle-même aux hypothèses retenues d'évolution des ratios d'épargne. Les données issues de la réalisation du PPI seront donc actualisées en conséquence.

Les prospectives tiennent compte d'une forte remontée des taux d'intérêt constatée en 2023 (4,90%) puis d'une relative baisse sur la période 2024-2026 : 4,00 % en 2024, 3,50 % en 2025 et 3,00 % en 2026. Les emprunts sont simulés sur une durée de 25 ans.

L'enveloppe des dépenses présentée sur la prospective 2024-2026 permet de **limiter le délai de désendettement prévisionnel aux alentours de 9 années entre 2023 et 2025 et de le ramener aux environs de 8 années en fin de période**, ce qui est conforme aux préconisations de la DGFIP et conforme à la trajectoire définie en début de mandat.

## 2- La maîtrise des dépenses de fonctionnement entre 2024 et 2026

L'évolution nominale des charges de fonctionnement courant (hors exceptionnel et hors intérêts) serait comprise aux alentours de 1 % par an sur la période 2024/2026.

En fonction des hypothèses d'inflation budgétaire prévisionnelle retenues par le cabinet Ressources Consultants Finances, l'évolution réelle des charges de fonctionnement courant serait de -0,8 % sur la période.

**Les charges de fonctionnement totales représenteraient 67,3 M€ en 2024.**

### Charges de fonctionnement - Montant

k€	Evolution moyenne		2024	2025	2026
	Nominale	Réelle			
Charges à caractère général			12 158	12 402	12 650
Charges de personnel			43 972	44 472	44 972
Autres charges de gestion courante			9 797	9 747	9 747
CCAS (S/C09611)			2 667	2 667	2 667
Subvention (C/6574)			4 900	4 900	4 900
Participation (C/6573*-s/c09611)			190	190	190
Subvention BA Parkings			1 350	1 300	1 300
Solde autres charges de gestion courante			690	690	690
Atténuations de produits			30	30	30
<b>Charges de fonctionnement courant</b>	<b>1,1 %</b>	<b>-0,8 %</b>	<b>65 957</b>	<b>66 651</b>	<b>67 399</b>
Charges exceptionnelles larges			59	59	59
<b>Charges de fct hors intérêts</b>	<b>1,1 %</b>	<b>-0,8 %</b>	<b>66 016</b>	<b>66 710</b>	<b>67 458</b>
Intérêts			1 299	1 415	1 523
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>1,2 %</b>	<b>-0,7 %</b>	<b>67 316</b>	<b>68 125</b>	<b>68 981</b>
<b>Evolution nominale n/n-1</b>			<b>0,7 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>1,3 %</b>

- **Les charges à caractère général** (chapitre 011), augmenteraient de l'ordre de 2 % en nominal et -0,6 % en réel en 2024 par rapport à 2023 en tenant compte du ralentissement de l'inflation et du coût de l'énergie. En 2025 et 2026, les charges à caractère général augmenteraient de 2 % l'an en nominal.
- **Les dépenses de personnel** (chapitre 012) évolueraient de 500k€/an.

Les principaux éléments à retenir sont les suivants :

- intégration financière des réformes s'imposant à la collectivité notamment l'ajout généralisé de 5 points d'indice pour tous les agents à compter du 1er janvier 2024
- impact en année pleine de la revalorisation du point d'indice
- impact en année pleine des mesures spécifiques « bas de grilles » octroyant jusqu'à 9 points d'indice majoré supplémentaires aux agents de catégorie C et B
- augmentation du taux de la cotisation CNRACL (retraite) de 1% applicable à compter du 1er janvier 2024,
- application du Glissement Vieillesse Technicité (augmentations individuelles liées à l'évolution de carrière et de fonctions, avancements d'échelon, avancements de grade et promotions internes)
- hausse de la participation des employeurs aux titres de transport de 50 % à 75 %
- augmentation de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA)
- organisation et la tenue des élections européennes et les dépenses afférentes

Les mesures volontaristes portées par le Ville de Saint-Brieuc :

- le déploiement des mesures du Plan égalité Hommes/Femmes
- l'augmentation de la participation employeur au titre de la prévoyance et de la santé afin d'accompagner au mieux les agents sur ces 2 volets

De façon générale, l'évolution des effectifs est maîtrisée avec quelques créations de postes en lien avec les projets de mise en place d'un centre de santé et d'appui à l'évolution de l'organisation de la Direction de l'action éducative.

Il est constaté en 2023, une nette baisse de l'absentéisme et le travail sur l'accompagnement des parcours agents en situation de reclassements professionnels se poursuit.

En 2024, la direction des ressources humaines priorisera la mise en œuvre des projets nécessaires au développement de la qualité de vie au travail et plus particulièrement la mise en place d'un baromètre social ainsi que les actions découlant de l'appel à projet contre la désinsertion professionnelle, et la digitalisation de la gestion des ressources humaines.

- **Les charges de gestion courante** (65), comprenant notamment les subventions au CCAS et aux associations ainsi que la subvention au budget annexe des parkings, seraient en baisse de -5,8 % en nominal en 2024 (CCAS : -553k€ et budget annexe parkings -50k€) puis relativement stable sur 2025-2026.
- **Les charges financières évolueraient en moyenne de 8 %/an, en forte**

**augmentation sur la période** du fait de la forte augmentation des taux constatée depuis 2022.

- **Les charges exceptionnelles** seraient stables sur la période.

### **3 – La recherche de produits de fonctionnement accrus.**

Le total des produits de fonctionnement serait d'environ **74,6M€ en 2024 (0,5 % en nominal par rapport à 2023)**.

Entre 2025 et 2026, ils pourraient, en tendance, passer à plus de 76,6M€, soit une évolution moyenne nominale de +1,5% mais une évolution réelle de -0,4 % compte tenu du niveau d'inflation programmé.

#### **Produits de fonctionnement - Montant**

k€	Evolution moyenne		2024	2025	2026
	Nominale	Réelle			
Impôts et taxes			48 194	49 196	50 121
<i>Contributions Directes</i>			39 749	40 747	41 667
<i>Attribution Compensation reçue</i>			4 222	4 222	4 222
<i>Dotation de solidarité communautaire</i>			523	523	523
<i>Attribution FPIC</i>			655	658	662
<i>Taxe locale sur la publicité extérieure</i>			33	34	35
<i>Taxe additionnelle DMTO</i>			2 050	2 050	2 050
<i>Solde impôts et taxe</i>			962	962	962
Dotations et participations			19 141	19 139	19 156
<i>DGF</i>			13 455	13 480	13 506
<i>Compensations fiscales</i>			767	783	795
<i>Solde participations diverses</i>			4 920	4 877	4 855
Autres produits de fct courant			6 689	6 842	7 000
Produits des services			6 139	6 292	6 450
Produits de gestion			550	550	550
Atténuations de charges			365	365	365
<b>Produits de fonctionnement courant</b>	<b>1,5 %</b>	<b>-0,4 %</b>	<b>74 390</b>	<b>75 542</b>	<b>76 642</b>
Produits exceptionnels larges			200	200	200
<b>Produits de fonctionnement</b>	<b>1,5 %</b>	<b>-0,4 %</b>	<b>74 590</b>	<b>75 742</b>	<b>76 842</b>
<b>Evolution nominale n/n-1</b>			<b>0,5 %</b>	<b>1,5 %</b>	<b>1,5 %</b>

### **3.1 – Les produits fiscaux**

#### **Evolution de la fiscalité communale de 2024 à 2026 :**

- **les taux d'imposition n'évoluent pas sur la période**
- les valeurs locatives évoluent en fonction du coefficient de revalorisation basé sur les hypothèses d'inflation :
  - 2024 : +3,9 %
  - 2025 : +2,6 %
  - 2026 : +2,1 %

**Sans intervention sur les taux, le produit fiscal augmenterait de l'ordre de 2,4 % en nominal sur la période mais l'évolution ne serait que de +0,5 % en réel.**

### Taux d'imposition communaux

	2024	2025	2026
Taux TH	25,03%	25,03%	25,03%
Taux FB	48,24%	48,24%	48,24%
Taux FNB	41,83%	41,83%	41,83%

### Bases nettes d'imposition

k€	2024	2025	2026
Base nette TH	6 872	7 086	7 269
dont base résidences secondaires	5 666	5 842	5 994
Base nette FB	62 221	63 770	65 205
Base nette FNB	180	185	189

### Produits fiscaux

k€	2024	2025	2026
Produit TH	1 720	1 774	1 819
Produit FB	37 854	38 796	39 669
Produit FNB	75	77	79
<b>Produit 3 Taxes ménages</b>	<b>39 649</b>	<b>40 647</b>	<b>41 567</b>

### Produits fiscaux y compris compensations

k€	2024	2025	2026
Produit TH + Compensations TH	1 720	1 774	1 819
Produit FB + Compensations FB	38 619	39 577	40 462
Produit FNB + Compensation FNB	77	79	81
<b>Produit ménage yc compensations</b>	<b>40 416</b>	<b>41 430</b>	<b>42 363</b>

## 3.2 – Le pacte financier et fiscal

**Signé avec St-Brieuc Armor Agglomération en 2021**, le nouveau PFF entraîne la fin du mécanisme de neutralisation des effets de la fusion des EPCI en 2017 sur la DGF et le FPIC perçue par la ville. Cela se traduit par une augmentation de la DAC de l'ordre de 122k€ par an à compter de 2022. Par ailleurs, la répartition du fonds communautaire de fonctionnement a été revue et la part attribuée à la ville passe de 424k€ en 2020 à 523k€ par an. Globalement, le nouveau pacte financier et fiscal se traduit par une hausse des versements communautaires au profit de la commune de l'ordre de 221k€ par an

### 3.3 - Les dotations de l'Etat et le fonds de péréquation (FPIC)

#### DGF et Fonds de péréquation

k€	Evolution moyenne		2024	2025	2026
	Nominale	Réelle			
Dotation forfaitaire (DF)			9 990	9 990	9 990
+ Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP)			3 465	3 490	3 516
<i>dont DSU</i>			2 523	2 619	2 712
<i>dont DNP</i>			942	871	804
= DGF (A)	0,2 %	-1,7 %	13 455	13 480	13 506
+ FPIC (B)	0,5 %	-1,4 %	655	658	662
DGF et FONDS DE PEREQUATION (A) + (B)	0,2 %	-1,7 %	14 110	14 138	14 168

La dotation forfaitaire est anticipée stable en nominal sur les années 2024 à 2026 mais en baisse de -1,7 % en réel. La Ville continue de remplir les conditions d'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS) dont la dynamique est assurée sur la période. La dotation globale de fonctionnement (DGF) est anticipée à +0,2 % en nominale et en baisse de -1,7 % en réel.

Concernant le FPIC, l'évolution suivrait les mêmes tendances.

A noter que l'évolution du nombre d'habitants joue sur le montant des dotations. La hausse de celui-ci contribuera à son augmentation. Elle doit être considérée comme une des solutions à même de renforcer les ressources communales.

### 3.4 - Les autres produits de fonctionnement courant

Les autres produits de fonctionnement courant correspondent principalement aux produits des services. En tenant compte des tarifs votés pour l'année 2024, une hypothèse de progression de +2,5% / an est envisagée pour les exercices 2024 à 2026.

## 4 – Investir pour l'avenir

Le programme d'investissement est constitué d'opérations de nature différentes mais complémentaires :

- Des investissements ponctuels et/ou structureaux (PPI)
- Des investissements de renouvellement et d'entretien (PPE)
- Des subventions d'équipement versées à des tiers.

Afin de rendre lisible la politique d'investissement engagée, le programme d'investissement est proposé jusqu'à la fin du mandat. Le niveau d'incertitude des montants, ainsi que du calendrier des réalisations, augmente bien évidemment avec les années.

## 4-1 Les dépenses d'investissement hors dette

### Dépenses d'équipement brutes hors dette

k€	2024	2025	2026	Total	Moyenne
Dépenses d'équipement brutes totales	15 000	18 500	10 500	44 000	14 667
Dépenses d'équipement brutes par habitant	328,93	405,68	230,25	965	322

### Dépenses d'équipement nettes hors dette (déduction faite des subventions)

k€	2024	2025	2026	Total	Moyenne
Dépenses directes d'équipement nettes totales	13 500	14 700	8 000	36 200	12 067
Dépenses d'équipement nettes par habitant	296,0	322,4	175,4	794	265

**Les dépenses d'équipement brutes réalisées seraient de l'ordre de 14,7M€ en moyenne par an et les dépenses nettes (déduction faite des subventions) de l'ordre de 12M€ en moyenne par an sur la période.**

Le niveau des dépenses nettes dépendra du rythme réel d'exécution de la section d'investissement et du montant des subventions affectées à chaque opération. L'hypothèse retenue pour l'exécution budgétaire sur la période est la suivante : taux de réalisation à hauteur de 100% pour les opérations liées au PEM/TEO et de 60 % pour les autres opérations.

**Pour rappel, la prospective réalisée par le cabinet Ressources Consultants Finances présentée lors du Conseil Municipal du 20 janvier 2021 prévoyait un ratio d'endettement aux alentours de 7 années en fin de période résultant d'un niveau de dépenses d'équipement de l'ordre de 12,750 M€ par an.**

## 4-2 Le financement des dépenses d'investissement hors dette

### Financement de l'investissement - Montants

k€	2024	2025	2026	Total	Moyenne
Dépenses d'investissement hors dette	15 000	18 500	10 500	44 000	14 667
<b>Financement de l'investissement</b>	<b>13 000</b>	<b>16 500</b>	<b>10 234</b>	<b>39 734</b>	<b>13 245</b>
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>2 652</b>	<b>2 850</b>	<b>3 256</b>	<b>8 757</b>	<b>2 919</b>
Ressources propres d'inv. (RPI)	2 806	3 218	3 778	9 802	3 267
<i>    FCTVA</i>	1 706	1 968	2 428	6 102	2 034
<i>    Produits des cessions</i>	900	1 050	1 150	3 100	1 033
<i>    Diverses RPI</i>	200	200	200	600	200
Fonds affectés (amendes, ...)	700	700	700	2 100	700
Subventions yc DETR / DSIL	1 500	3 800	2 500	7 800	2 600
Emprunt	5 342	5 932	0	11 274	3 758

**Le montant moyen de l'épargne nette** est anticipé aux alentours de 3M€ par an entre 2024 et 2026. Cette tendance permet d'envisager un niveau d'investissement soutenu.

Le niveau du produit des cessions s'appuie sur une moyenne des années précédentes ainsi que sur la perspectives d'opérations envisageables, certaines en négociation et d'autres à venir (Banque de

France, maison de l'Amicale Laïque du Bd Charner, Douvenant...).

Les subventions que la ville serait amenée à percevoir sur les projets inscrits au **programme d'investissement** viendraient réduire le besoin de financement, et par voie de conséquence, diminuer le recours à l'emprunt tel qu'il est calculé actuellement.

### 4-3 L'évolution de la dette 2024 – 2026

#### 4-3-1 Analyse de l'encours de la dette

k€	2024	2025	2026
Encours brut au 31/12 de la dette actuelle	54 652	50 168	46 012
+ Encours brut au 31/12 de la nouvelle dette	12 194	17 842	17 392
<b>= Encours brut de dette au 31 décembre</b>	<b>66 846</b>	<b>68 010</b>	<b>63 405</b>
<b>Variation</b>	<b>1,1 %</b>	<b>1,7 %</b>	<b>-6,8 %</b>

Afin de financer les investissements prévus sur la période et compte tenu de l'affectation d'une partie des excédents cumulés en section d'investissement, la dette devrait croître de 1,1 % fin 2024 par rapport à fin 2023 et de 1,7 % fin 2025 par rapport à fin 2024. A compter de 2026, le stock de dette ancienne commence à décroître comme l'indiquait l'étude RCF de janvier 2021 ce qui permettrait à la dette totale, y compris les nouveaux emprunts nécessaires à la réalisation des projets sur ces années, de diminuer de -6,8 % fin 2026 par rapport à fin 2025 retrouvant ainsi un niveau similaire à celui de fin 2022 en fin de période.

#### 4-3-1 Ratio d'endettement

##### Encours de dette au 31/12

k€	2024	2025	2026
Encours brut	66 846	68 010	63 405
/ Epargne brute	7 274	7 618	7 861
<b>= Encours / Epargne brute</b>	<b>9,2</b>	<b>8,9</b>	<b>8,1</b>

Le ratio d'endettement devrait être de l'ordre de 9,2 années en 2024 en fonction de l'avancement des projets puis commencer à décroître dès 2025 pour atteindre 8 années en fin de période, conformément à la trajectoire définie lors du DOB 2021.

### 4-4 Les orientations du programme d'investissement 2024 – 2026

#### 4-4-1 Rappels

- Le programme suit l'**organisation en pôles** définissant les grandes priorités municipales :
- Transition et ville écologique – Espaces publics
  - Ville en développement – Ressources
  - Egalité des chances – Solidarité – Santé – Générations

- Citoyenneté – Proximité – Culture – Sport.

➔ **Tous les projets ont une traduction budgétaire**, passée pour certains, devant être terminés budgétairement et à venir sur la période des 6 ans. Ils sont considérés dans leur coût d'opération complet.

- ➔ Chaque pôle est structuré en **3 types de projets sur 3 années** :
- Spécifiques (32)
  - Récurrents (19)
  - A participation (3)

#### **4-4-2 Les évolutions du Programme d'Investissement**

Conçu comme un outil d'engagement et de planification permettant d'identifier les projets municipaux, ce programme est naturellement évolutif.

- ➔ **Le Programme d'Investissement comprend, 65 projets, 56 d'entre eux appelant à un besoin de financement en 2024.**
- ➔ Les efforts d'investissement de la ville en 2024 doivent prendre en compte, dans la mesure où ils sont quantifiables, **les incertitudes liées aux prix ainsi qu'aux délais de livraison des matériaux.**
- ➔ Des recettes restent encore à inscrire pour certains projets en fonction de la mise en application des divers dispositifs mis en œuvre par les partenaires de la ville à commencer par **le plan vert de l'Etat mais aussi le contrat de territoire du département.**
- ➔ Il convient de préciser une nouvelle fois que **tous les projets d'investissement sont considérés sous l'angle de la rénovation énergétique !** Pour rappel, l'intracring mis en œuvre en 2021 permet de ré-investir les montants économisés, désormais précisément quantifiables

Le tableau suivant présente la **liste des travaux engagés en 2023 au titre des économies d'énergie.**

**Liste des travaux Intracring 2023**

Site	Travaux	Typologies	Montant prévu (€ TTC)	Montant investi (€ TTC)	Gain attendu (€ TTC/an)	Durée d'usage	Economie générées sur la durée
ECOLE HOCHÉ	Relampage	Electricité	32 000 €	EN COURS	3 000 €	25	75 000 €
ECOLE BARATOUX	Relampage	Electricité	25 000 €	20 000 €	2 000 €	25	50 000 €
ESPACE SAINT VINCENT DE PAUL	Relampage	Electricité	56 000 €	40 000 €	4 000 €	25	100 000 €
HOTEL DE VILLE (tranche 1)	Relampage	Electricité	46 000 €	18 000 €	1 500 €	25	37 500 €
ÉCOLE VILLE HELLIO	Relampage	Electricité	32 000 €	15 300 €	1 200 €	25	30 000 €
ESPACE CURIE	Photovoltaïque	Electricité	102 000 €	107 000 €	15 000 €	25	375 000 €
ST LA VILLE JOUHA	Photovoltaïque	Electricité	76 000 €	62 000 €	17 000 €	25	425 000 €
<b>Sous-total Electricité</b>			369 000 €	262 300 €	43 700 €		1 092 500 €
ESPACE CURIE	Robinets thermostatiques	Gaz	-	8 200 €	900 €	20	18 000 €
ECOLE GUEBRIANT	Isolation toiture	Gaz	18 500 €	EN COURS	1 000 €	30	30 000 €
ECOLE CURIE	Isolation toiture	Gaz	22 250 €	REPORT 2024	-	30	--
<b>Sous-total Chauffage</b>			40 750 €	8 200 €	1 900 €		48 000 €
<b>Total Intracring 2023</b>			409 750 €	270 500 €	45 600 €		1 140 500 €

Sur un total de travaux envisagés estimé à 410 k€, 270 k€ ont été réalisés sur l'année écoulée et une partie d'entre eux n'est pas terminée au 31 décembre. **Les économies attendues** suite à ces travaux sont estimés à 46 k€ annuels et, compte tenu de la durée d'usage des matériels, **peuvent être**

estimés à **1 140 k€ à terme**. Il conviendra de suivre cet état de façon pluriannuelle.

#### **4-4-3 Les investissements prévus en 2024 (détail en annexe 4)**

- **Mettre notre ville en situation de « transition »**

Trois projets illustrent cette volonté : la fin de travaux de réaménagement de **la place de la Grille (255 k€)** et de **la rue du Légué (504 k€)** (qualification urbaine d'une rue de liaison entre le centre ville et Plérin), la réhabilitation de la **place de la Résistance (510 k€)** et enfin la continuation du projet **TEO vers l'ouest (2 M€)**, axe clé des transports urbains.

**L'extension du réseau des voies douces** se poursuit (**150 k€**) ainsi que le **schéma cyclable de l'Agglomération (163 k€)**.

La **Rénovation de l'éclairage public et énergies renouvelables (960 k€)** a l'objectif de faire passer notre ville à une autre étape de sa démarche d'économie et de production énergétiques. Cette ligne s'inscrit dans le **plan de sobriété** votée par le conseil municipal en novembre 2022. Elle complète le dispositif de l'intracring vu plus haut.

Le projet autour du **domaine de Cesson (100 k€)** va pouvoir se matérialiser, de même que le **projet des 3 vallées (200 k€)**. Le projet de rénovation du **Boulevard de Sévigné (100 k€)** entre en 2024 dans une nouvelle phase d'étude alors que **300 k€** sont prévus pour faire face aux **« risques falaise »** et **400 k€** pour l'entretien des **ouvrages d'art**.

- **Accroître le niveau d'attractivité dans un développement équilibré**

La politique **de l'habitat**, comprend plusieurs volets :

- La **concession d'aménagement**, outil incontournable de la reconquête immobilière du centre (**550 k€**), montant reconduit les années suivantes ;
- **L'OPAH copropriétés fragilisées (340 k€)**, dispositif clé de la réhabilitation du logement en cœur de ville et au-delà ;
- **Le renouvellement des façades (150 k€)** ;
- Le projet **ANRU II du nouveau quartier « jardin » du Plateau** :
  - **Aménagements urbains et participation** versée à Terre d'Armor Habitat (**335 k€**)
  - **Centre associatif et commercial Balzac – Maison de la nature (501 k€)**

En matière d'équipements publics du centre ville, le **chantier de la chapelle St Guillaume** se poursuit (**970 k€**) et des crédits d'études pour la rénovation de **La Passerelle (100 k€)** sont prévus.

- **Moderniser, adapter, développer les services publics municipaux**

Les travaux sur les locaux du service des espaces verts de la **Ville-Jouha (135 k€)** se poursuivent cette année. Ils constitueront le deuxième site municipal (après celui du Scoubidou) porteur d'un ensemble de panneaux photovoltaïques. Le **site des Clôtures (150 k€)** et le **regroupement de plusieurs services au public sur le site Allende (600 k€)** connaissent leurs

premières inscriptions budgétaires en 2024.

Le programme **de rénovation des écoles se poursuit** :

- **rénovation de l'école de Cesson-Bourg (1,480 M€)**
- **regroupement des écoles La Vallée et Balzac (550 k€)**
- **rénovation du grand Clos-restauration scolaire (180 k€)** sera finalisée en 2024.
- un **programme de renouvellement du mobilier scolaire** est prévu dès 2024 au rythme de **200k€ par an**

**Le Centre Municipal de Santé**, véritable arme destinée à relever le défi de la lutte contre la désertification médicale devra être installé à l'avenir dans un local adapté au projet dans sa version complète (**700 k€**).

Les premières études de **rénovation du centre social Cap Couleur** commencent en 2024 (**129 k€**).

**La rénovation des tribunes du stade Fred Aubert (3 M€)** entre dans sa phase finale de travaux (**1,5 M€**). Un **terrain d'entraînement de foot dans les quartiers Ouest** est prévu (**571 k€**) ainsi que les premiers travaux pour l'installation d'un **terrain synthétique au stade de la Ville Oger (185 k€)**. Enfin, un premier « **Pump-track** » sera installé (**180k€**).

**85 k€** sont inscrits pour le **budget participatif**.

La recherche et l'obtention de subventions feront l'objet de la plus grande attention que ce soit pour les dispositifs d'**Etat** (Fonds vert , DSIL...) , pour la **CAF** (Cap Couleur), le **Département** (contrat de territoire...), la **Région** (Bien vivre en Bretagne...), l'**Europe** (REACT EU....).

## **Annexe 1 : Principales mesures de la Loi de Finances pour 2024**

### **1- Contexte budgétaire et économique**

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2024 est marqué par la lutte contre l'inflation et la baisse du déficit public dans un contexte d'incertitudes au niveau international et de [remontée des taux d'intérêt](#).

Le gouvernement table sur une prévision de croissance de 1,4% en 2024 (contre 1% en 2023) et sur une [inflation](#) anticipée à 4,9% en 2023 et en recul à 2,6% en 2024.

Le déficit public serait stabilisé à 4,9% du [produit intérieur brut \(PIB\)](#) en 2023 et réduit à 4,4% en 2024, grâce à la poursuite de la maîtrise des dépenses publiques.

Le [déficit budgétaire](#) de l'État atteindrait 144,5 milliards d'euros (Md€) en 2023 (en baisse de 20 Md€). Les dépenses de l'État baisseront de 3,6% en volume en 2024 par rapport à 2023. La part de la [dette publique](#) dans le PIB se stabiliserait à 109,7%. Ces objectifs de baisse du déficit s'inscrivent dans la trajectoire prévue par le [projet de loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2023-2027](#).

Le PLF 2024 prévoit, comme c'est le cas chaque année (hors 2012 et 2013) l'indexation du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'inflation (soit un rehaussement de 4,8%).

Pour soutenir les ménages les plus modestes :

- indexation sur l'inflation des dépenses de prestations sociales (allocations familiales, revenu de solidarité active...). Les retraites seront revalorisées de 5,2% au 1er janvier 2024 et les minimas sociaux de l'ordre de 4,6% au 1er avril.
- Le prêt à taux zéro (PTZ), destiné à financer la première accession à la propriété, qui devait s'éteindre fin 2023, est prorogé jusqu'au 31 décembre 2027 et est recentré sur les achats d'appartements neufs en zone tendue ou de logements anciens avec travaux en zone détendue. Il ne financera donc plus les constructions de maisons individuelles. L'éco-PTZ, permettant d'effectuer des travaux de rénovation, est également prolongé de quatre ans.

Plusieurs mesures sont prises ou reconduites en faveur des étudiants : revalorisation des bourses sur critères sociaux, prolongation du gel des droits d'inscription à l'université et des loyers dans les résidences universitaires....

### **2- Les mesures concernant les collectivités**

- Augmentation de l'enveloppe de la DGF : +214 M€
- Revalorisation des valeurs locatives : +3,9 %

## Annexe 2 : L'évolution et la structure des effectifs de la collectivité

	Postes ouverts	Postes pourvus						Postes vacants	
		TIT TC	TIT TNC	CDI TC	CDI TNC	CDD TC	CDD TNC	Vac. TC	Vac. TNC
Au 01/08/2016	1074	865	110	10	2	6	3	62	16
Au 01/01/2017	1026	845	118	10	2	5	3	37	6
Au 01/12/2017	996	821	114	11	2	3	4	36	5
Au 01/12/2018	984	795	129	11	2	4	5	35	3
Au 01/11/2019	982	781	133	9	2	4	5	45	3
Au 01/12/2020	972	763	134	5	1	6	5	56	2
Au 01/11/2021	985	744	133	6	3	10	7	81	1
Au 31/12/2022	990	740	127	4	3	19	6	81	10
Au 31/12/2023	1007	758	101	4	3	26	7	91	17

### Effectif des agents permanents au 31/12/2023 par catégorie statutaire, âge moyen et sexe

	% par catégorie	âge moyen	% Hommes	% Femmes
Catégorie A	11,68%	49,9	39,05%	60,95%
Catégorie B	17,80%	48,4	38,13%	61,88%
Catégorie C	69,86%	47,4	43,79%	56,21%
Emplois fonctionnels	0,44%	45,7	50,00%	50,00 %
Collaborateurs de Cabinet	0,22 %	38,1	100,00 %	0,00 %

### Répartition en pourcentage par filière au 31/12/2023

	Administrative	Technique	Médico-sociale	Médico-technique	Culturelle	Animation	Police	Sportive	Autres
Catégorie A	39,45 %	11,93 %	15,60 %	0,92 %	31,19 %		0,92 %		
Catégorie B	23,75 %	21,88 %	22,50 %		18,75 %	11,88 %	0,63 %	0,63 %	
Catégorie C	14,65 %	67,20 %	8,92 %		2,39 %	4,14 %	2,55 %	0,16 %	
Hors catégorie									100 %

Les assistantes maternelles et les apprentis ont un statut particulier. Au 31/12/2023 ; les effectifs comptent 14 assistantes maternelles et 5 apprentis.

VILLE DE SAINT-BRIEUC  
INDEMNITES BRUTES PERCUES PAR LES ELUS EN 2023

Nom et prénom du conseiller	Conseiller municipal		Conseiller communautaire		Conseiller départemental	Conseiller régional	Centre de Gestion 22	Syndicat de gestion Pôle Universitaire	Totaux
	Indemnités de fonction perçues	Remboursements de frais (kilométriques, repas, séjour, ...)	Indemnités de fonction perçues	Remboursements de frais (kilométriques, repas, séjour, ...)	Indemnités de fonction perçues	Indemnités de fonction perçues	Indemnités de fonction perçues	Indemnités de fonction perçues	Indemnités de fonction perçues
GUIHARD Hervé	56 032,14	1 771,04	21 774,36						77 806,50
CLAESSENS Blandine	13 213,50		21 774,36						34 987,86
LE HINGRAT Thibaut	13 213,50	72,16	2 920,08					2 671,92	18 805,50
LE BOEDEC Aline	13 213,50	199,44	2 920,08						16 133,58
LE BUHAN Didier	13 213,50	41,60	9 485,52						22 699,02
AKTAS Cigdem	13 213,50		2 920,08						16 133,58
ROLLANT Romain	13 213,50	92,96							13 213,50
HUBERT Martine	13 213,50	37,80	2 920,08				1 946,76		18 080,34
FAVRAIS Stéphane	13 213,50	8,32	2 920,08						16 133,58
LUCAS Monique	13 213,50	281,70	2 920,08						16 133,58
STIEFVATER Thierry	13 213,50	235,00	2 920,08						16 133,58
DRUILLENNEC Nadia	13 213,50								13 213,50
NGUYEN Nicolas	13 213,50	45,00	9 585,52					6 565,38	29 364,40
L'HER Stéphane	6 317,16		2 920,08						9 237,24
LE CAM Yannick	6 317,16		9 485,52						15 802,68
GASPAILLARD Damien	6 317,16		6 151,74		29 201,10				41 670,00
LAPORTE Nadia	6 317,16		2 920,08						9 237,24
DYDA Rachid	6 317,16		6 151,74						12 468,90
PREVOST Maryline	6 317,16								6 317,16
MAZEO René	6 317,16								6 317,16
PORTZER François	6 317,16								6 317,16
UYTTAEGE-LE MOIGNIC Ludovic	6 317,16								6 317,16
CREISMEAS Morgane	2 920,08	59,81	2 920,08						5 840,16
BROLLY Marie-Josephe	2 920,08		2 920,08						5 840,16
GOUYETTE Ludovic	2 920,08				40 881,60				43 801,68
URIEN Vincent	2 920,08								2 920,08
NIQUE Gaëlle	2 920,08					34 068,06			36 988,14
SAN GEROTEO-PIDOUX Juliana	2 920,08				32 121,30				35 041,38
BRULIN Alexis	2 920,08								2 920,08
CHAMBON Nicole	2 920,08								2 920,08
ASLAN-KARACA Yildiz	2 920,08								2 920,08
MONTAGNE Benoit	2 920,08								2 920,08
STENTZEL-LE CARDINAL Stéphanie	2 920,08		2 920,08						5 840,16
POILBOUT Corentin	2 920,08		2 920,08						5 840,16
CROGUENNEC Bernard	2 920,08		2 920,08						5 840,16
ROOS Valérie	2 920,08		2 920,08						5 840,16
ANDRE Marina	2 920,08								2 920,08
LE MEHAUTE Raphael	2 920,08								2 920,08
HARLE Monique	2 920,08								2 920,08
ROBINE Alban	2 920,08								2 920,08
GUILLOU Boris	2 920,08								2 920,08
LE GOT Jean-Christophe	2 920,08								2 920,08
TEFFO Emilie	2 920,08								2 920,08
<b>Totaux</b>	<b>332 770,26</b>	<b>2 844,83</b>	<b>128 209,96</b>	<b>0,00</b>	<b>102 204,00</b>	<b>34 068,06</b>	<b>1 946,76</b>	<b>9 237,30</b>	<b>608 436,34</b>

La rémunération :

Outre la rémunération de base correspondant à l'échelon de leur échelle indiciaire de grade, les agents peuvent percevoir des éléments accessoires : la nouvelle bonification indiciaire (NBI) au titre des fonctions assurées (accueil, encadrement...) ou du lieu d'exercice de leur activité (ZUS notamment), des heures supplémentaires et des avantages en nature. Ces postes sont exposés ci-après.

Les

Heures supplémentaires ou complémentaires rémunérées	Heures supplémentaires	Heures complémentaires	Nombre d'agents concernés	Total heures rémunérées
Année 2019	6 240	5 284	245	11 524
Année 2020	3 641	5 751	241	9 392
Année 2021	3 574	5 849	231	9 423
Année 2022	4 389	7 751	267	12 139
Année 2023	3 495	5 508	242	9 003

avantages en nature accordés aux agents :

	<b>Logement</b>	<b>Véhicule</b>	<b>Repas</b>
Au 31/12/2016	4	3	70
Au 31/12/2017	3	2	88
Au 31/12/2018	2	2	64
Au 31/10/2019	1	2	70
Au 31/12/2020	1	1	41
Au 31/12/2021	1	5	72
Au 31/12/2022	1	4	79
Au 31/12/2023	1	4	81

- Le temps de travail : Agents en position d'activité (hors disponibilité, détachement...)

<b>Temps de travail</b>	<b>Temps COMPLET</b>	<b>TEMPS PARTIEL</b>	<b>TNC</b>
31/12/17	675	101	108
31/12/18	665	100	125
31/10/19	669	91	134
31/12/20	659	106	141
01/11/21	644	116	143
31/12/22	639	124	136
31/12/23	665	114	120

### Annexe 3 : Programme d'investissement 2024-2026

	2024	2025	2026
Classement des projets	BF annuel	BF annuel	BF annuel
<b>I- TRANSITION ET VILLE ECOLOGIQUE – ESPACES PUBLICS</b>			
<i>Projets spécifiques</i>			
Action Coeur de Ville – Place de la Grille – Amorce 3 frères Merlin	2	345	0
Action Coeur de Ville – Rue des 3 Frères Le Goff	75	0	0
Action Coeur de Ville – Rue du Légué	504	-250	0
Place de la Résistance	510	265	279
Extension du réseau voies douces	150	85	0
Etang de Robien	30	100	100
Plan déplacement – Rds points Corderie/Buttes/Corbière	10	0	0
<i>Projets récurrents</i>			
Aménagements cyclables Agglo – Politique modes doux	163	120	120
Travaux divers voirie	1 028	1 000	1 000
<i>Projets à participation</i>			
TEO Tranche 3	2 056	927	370
Voie verte Beaufeuillage-Chef de Ville - Hentig Glas	60	418	0
Rocade urbaine – Participations	120	0	0
<b>TOTAL I – TRANSITION ET VILLE ECOLOGIQUE – ESPACES PUBLICS</b>	<b>4 707</b>	<b>3 010</b>	<b>1 869</b>
<b>II-VILLE EN DEVELOPPEMENT – RESSOURCES</b>			
<i>Projets spécifiques</i>			
Relogement Services Techniques rue des Clôtures – (E) + PR	150	225	1 094
Bâtiment technique Espaces Verts (E) +PR	-365	-200	0
Regroupement services techniques – Curie	0	100	150
Site Allende	600	3 000	2 500
Rénovation Chapelle St Guillaume	970	330	0
Tvx confortement ouvrages Bd de Sévigné – Phase 1	100	100	800
Connexions Vallées – Centre-ville – Mandat 3 Vallées	200	130	70
Domaine Tour de Cesson	100	0	0
<i>Projets récurrents</i>			
Action Coeur de Ville – Acquisition de locaux	150	150	150
Concession d'aménagement (ex Foncière de redynamisation territoriale)	550	550	550
Travaux sur ouvrages d'art	400	300	200
Gestion risque falaises	43	300	300
Plan d'équipement informatique	427	400	400
Renovation Eclairage Public et énergies renouvelables	526	300	-796
Entretien autres Bâtiments	832	800	800
Installation toilettes publiques automatiques	50	50	50
<i>Projets à participation</i>			
Bassin tampon eaux pluviales & usées (Participation)	0	0	0
<b>TOTAL II – VILLE EN DEVELOPPEMENT - RESSOURCES</b>	<b>4 733</b>	<b>6 535</b>	<b>6 268</b>

	2024	2025	2026
Classement des projets	BF annuel	BF annuel	BF annuel
<b>III – EGALITE DES CHANCES – SOLIDARITE – SANTE – GENERATIONS</b>			
<i>Projets spécifiques</i>			
ANRU II – Participation à TAH et aménagements urbains	335	1 383	700
ANRU II – Ecoles de la Vallée et Balzac – Regroupement	550	2 600	376
ANRU II – Centre associatif-commercial Balzac-maison nature	501	200	-600
Cuisine centrale – Extension (E)	0	100	0
Ecole Grand Clos – Restructuration école + abords	50	0	0
Ecole Grand Clos – Restauration scolaire	180	0	0
Ecole Cesson bourg – Rénovation (E)	1 230	632	0
Ecole Cesson Croix rouge - Rénovation (E)	0	489	0
Ecole Jacques Brel – Rénovation (E)	-70	0	0
Ecoles Guébriant et Hoche – Regroupement (E)	0	0	200
Ecoles Curie-Poutrin – Regroupement offices-pôle périscol.	0	200	350
Centre médical	700	0	0
Espace jeunes Centre-Ville (-114 + -163)	-18	0	0
Centre social du Plateau – Cap Couleur	129	100	493
Ecole Jean Nicolas – Construction nouvelle école et abords	400	-345	0
<i>Projets récurrents</i>			
PPE – Bâtiments Petite Enfance	91	100	100
Entretien Bâtiments scolaires (E)	517	300	300
Renouvellement mobilier scolaire	200	200	200
Action Coeur de Ville – OPAH Renouvellement urbain	0	200	200
Action Coeur de Ville – Renouvellement façades	123	60	0
Aide Habitat	51	150	150
OPAH Copropriétés fragilisées	340	200	200
<b>TOTAL III – EGALITE DES CHANCES – SOLIDARITE – SANTE – GENERATIONS</b>	<b>5 309</b>	<b>6 569</b>	<b>2 669</b>
<b>IV – CITOYENNETE – PROXIMITE – CULTURE – SPORT</b>			
<i>Projets spécifiques</i>			
Espace associatif Grand Clos – Amicale Laïque (E)	-400	0	0
Grand Clos Gymnase + Dojo	85	1 700	600
Reconstruction MJC Plateau	0	700	0
Espace associatif Curie	0	150	450
Stade Fred Aubert – Rénovation tribunes + éclairage	1 500	0	0
Gymnase Hélène Boucher (E)	50	200	0
Stade de la ville Oger (=Terrain de foot synthétique – Croix St Lambert)	185	650	0
Terrains de foot – Entraînement quartiers Ouest	571	0	0
Pump Track	180	180	0
Scène Nationale La Passerelle – Rénovation (E)	59	0	0
Musée – Rénovation (E)	0	0	500
Réserves uniques Archives-Bibliothèques-Musée	0	1 000	370
Terrain de foot Sacré-Coeur (Stade Europe)	92	0	0
Réaménagement Bibliothèque Malraux (12170)	5	0	0
<i>Projets récurrents</i>			
Budget participatif	85	25	105
Entretien Bâtiments sportifs	457	300	300
Entretien Bâtiments culturels	199	150	150
<b>TOTAL IV – CITOYENNETE – PROXIMITE – CULTURE – SPORT</b>	<b>3 068</b>	<b>5 055</b>	<b>3 475</b>
<b>TOTAL PROJETS STRUCTURANTS</b>	<b>17 818</b>	<b>21 169</b>	<b>14 281</b>
<b>PROGRAMME D'ENTRETIEN</b>			
PPE – Travaux en régie	1 308	1 300	1 300
PPE – Acquisition matériels divers	1 427	1 469	1 469
PPE – Acquisition immobilisations diverses	11	4	4
PPE – Etudes diverses	150	95	95
PPE – Subventions d'équipement versées	147	50	207
Hemera	1		
<b>TOTAL PROGRAMME D'ENTRETIEN</b>	<b>3 043</b>	<b>2 918</b>	<b>3 076</b>
<b>TOTAL PRGM D'INVESTISSEMENT</b>	<b>20 861</b>	<b>24 087</b>	<b>17 357</b>
<b>TOTAL PRGM D'INVESTISSEMENT REALISE A 60% (TEO 100%)</b>	<b>13 339</b>	<b>14 823</b>	<b>10 562</b>

## Annexe 4 : Analyse de la dette consolidée

Afin d'avoir une **vue globale de l'endettement de la ville**, il convient d'observer l'**encours cumulé de l'ensemble des budgets**:

K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2018-2023
Encours du budget principal au 31/12	45 980	45 243	54 551	60 697	63 503	66 126	20 146
<i>Evolution n/n-1</i>	18%	-2%	21%	11%	5%	4%	44%
Encours du budget annexe des parkings au 31/12	18 115	19 483	23 750	22 643	21 514	20 563	2 448
<i>Evolution n/n-1</i>	-4%	8%	22%	-5%	-5%	-4%	14%
Encours du budget annexe des pompes funèbres au 31/12	912	847	780	709	635	558	-354
<i>Evolution n/n-1</i>	-6%	-7%	-8%	-9%	-10%	-12%	-39%
<b>Encours total</b>	<b>65 007</b>	<b>65 573</b>	<b>79 081</b>	<b>84 049</b>	<b>85 653</b>	<b>87 247</b>	<b>22 240</b>
<i>Evolution n/n-1</i>	11%	1%	21%	6%	2%	2%	34%

**Entre 2018 et 2023, l'endettement global de la ville a augmenté de 22M€, soit +34 %, dont :**

- Budget principal : + 20M€, soit +44%
- Budget annexe des parkings : +2,4M€, soit +14 %
- Budget annexe des Pompes Funèbres : -354k€, soit -39 %

### RATIO DE DESENETTEMENT CONSOLIDE (TOUS BUDGETS)

K€	2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023
Épargne brute du budget principal	6 197	5 604	6 007	6 436	6 766	7 362
Encours sur épargne brute - budget principal	7,4	8,1	9,1	9,4	9,4	9,0
Épargne brute du budget annexe parkings	654	770	888	1 027	990	1 087
Encours sur épargne brute - budget annexe des parkings	27,7	25,3	26,7	22,0	21,7	18,9
Épargne brute du budget annexe Pompes Funèbres	25	29	32	34	36	38
Encours sur épargne brute - budget annexe P. Funèbres	36,3	29,0	24,2	20,8	17,6	14,7
<b>Épargne brute consolidée</b>	<b>6 875</b>	<b>6 403</b>	<b>6 927</b>	<b>7 498</b>	<b>7 792</b>	<b>8 487</b>
<b>Encours sur épargne brute Budget principal (rapport CRC)</b>	<b>10,5</b>	<b>11,7</b>	<b>13,1</b>	<b>13,1</b>	<b>12,7</b>	<b>11,9</b>
<b>Encours sur épargne brute consolidée</b>	<b>9,5</b>	<b>10,2</b>	<b>11,4</b>	<b>11,2</b>	<b>11,0</b>	<b>10,3</b>

Dans son rapport sur l'analyse financière de la ville pour la période 2017-2020 présenté lors de la séance du 26 septembre 2022, la Chambre Régionale des Comptes indique que le délai de désendettement consolidé de la ville s'élève à 13,1 années. Ce calcul est basé sur le rapport entre la dette consolidée au 31/12 et l'épargne brute du seul budget principal.

En accord avec le Service de Gestion Comptable (ex Trésorerie), il nous semble pertinent que la dette consolidée soit rapportée à l'épargne brute consolidée, ce qui revient à présenter un délai de désendettement de 11,4 années en 2020 au lieu de 13,1 années.

Au 31/12/2023, le ratio de désendettement consolidé serait de 10,4 années contre 11,2 années fin 2022

## Annexe 5 : Glossaire

BP	Budget primitif
BS	Budget supplémentaire
CA	Compte administratif
DOB	Débat d'orientation budgétaire
DGF	Dotation globale de fonctionnement
DSUCS	Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale
DGE	Dotation globale d'équipement
DGD	Dotation générale de décentralisation
TA	Taxe d'aménagement
TH	Taxe d'habitation
THLV	Taxe d'habitation sur les logements vacants
FB	Foncier bâti
FNB	Foncier non bâti
TP	Taxe professionnelle
TPU	Taxe professionnelle unique
DNP	Dotation nationale de péréquation
FNP	Fonds national de péréquation
DCTP	Dotation de compensation de taxe professionnelle
DAC	Dotation attribution de compensation
FCF	Fonds communautaire de fonctionnement (dotation de solidarité communautaire)
FPIC	Fonds de péréquation intercommunale et communal
RPI	Recettes propres d'investissement
FCTVA	Fonds de compensation de la TVA
	Agence de rénovation urbaine
ANRU	
QPPV	Quartier prioritaire de la politique de la ville
NPRU	Nouveau programme de renouvellement urbain
FSIL	Fonds de soutien à l'investissement local
DSIL	Dotation de soutien à l'investissement local

**Deuxième Partie**

**ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE**

**Du budget annexe des parkings**

**Rétrospective 2018 – 2023**

**Prospective 2024 - 2026**

## Table des matières

I – Rétrospective 2018-2023.....	3
1 – Etat des lieux.....	3
2 – Evolution des charges d’exploitation.....	4
3 – Evolution des produits d’exploitation.....	4
4 - Des investissements financés par une forte dette.....	5
II – Orientations budgétaires 2024-2026.....	6
1 – La chaîne de l’épargne.....	6
2 – Evolution des charges d’exploitation.....	7
4 – Evolution de l’encours de dette.....	8
5 – Le programme d’investissement.....	9
6 – Le financement du programme d’investissement.....	9

# I – Rétrospective 2018-2023

## 1 – Etat des lieux

L'analyse de la chaîne de l'épargne en 2023 montre que **l'excédent brut courant du budget annexe des parkings connaît une forte progression de +121 k€ à +250 k€** par rapport à 2022 (+129 k€). La mise en service du parking Carnot-Gare Sud en 2019 combinée à la réouverture du parking de Gouëdic en 2020 et à la nouvelle politique tarifaire mise en œuvre en octobre 2021 a permis aux recettes d'exploitation d'atteindre fin 2022 un niveau nettement supérieur à celui constaté jusqu'en 2021 (+31%). **En 2023, les recettes d'exploitation devraient augmenter de +2 % par rapport à 2022.** A noter que le niveau particulièrement élevé des recettes 2019 est dû à un rattachement de produits d'exploitation lié à l'absence du titulaire de la régie.

**La forte progression des charges à caractère général sur 2022** (1,186 k€, +26%) s'explique par notamment par le **remboursement à l'Agglomération de la taxe d'aménagement du parking Carnot** pour 175 k€. En 2023, les charges d'exploitation devraient augmenter de +11 % par rapport à 2022 en raison, notamment, de la forte hausse du prix des fluides et des contrats de maintenance.

**L'épargne de gestion prévisionnelle 2023**, de l'ordre de 1,6 millions d'euros, serait en augmentation de 85k€ par rapport à celle constatée fin 2022 et la subvention versée par le budget principal devrait diminuer de l'ordre de -50 k€, soit -3 %.

Déduction faite de la charge de la dette (520 k€ en 2023 contre 531 k€ en 2022), **l'épargne brute** s'établirait à 1,1 million d'euros en 2023 contre 990 k€ fin 2022.

Enfin, déduction faite du remboursement du capital de la dette, **l'épargne nette** s'établirait, a priori, à -64 k€ fin 2023, contre -138 k€ fin 2022.

### CHAINE DE L'EPARGNE

€	2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023
Produits d'exploitation courante	741 180	1 000 722	774 872	995 290	1 307 832	1 337 400
	3%	35%	-23%	28%	31%	2%
- Charges d'exploitation courante	753 872	843 051	926 929	936 604	1 186 670	1 087 350
	3 %	12 %	10 %	1 %	27 %	-8 %
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>-12 692</b>	<b>157 670</b>	<b>-152 057</b>	<b>58 686</b>	<b>121 162</b>	<b>250 050</b>
<b>+ Solde exceptionnel</b>	<b>1 216 578</b>	<b>1 180 987</b>	<b>1 613 679</b>	<b>1 521 389</b>	<b>1 400 798</b>	<b>1 357 050</b>
<i>Dont subvention budget principal</i>	<i>1 210 000</i>	<i>1 410 000</i>	<i>1 654 110</i>	<i>1 430 000</i>	<i>1 400 000</i>	<i>1 354 400</i>
<i>Evolution n/n-1 Subvention budget principal</i>	<i>-1%</i>	<i>17%</i>	<i>17%</i>	<i>-14%</i>	<i>-2%</i>	<i>-3%</i>
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>1 203 886</b>	<b>1 338 657</b>	<b>1 461 622</b>	<b>1 580 075</b>	<b>1 521 960</b>	<b>1 607 100</b>
- Intérêts	550 377	569 007	573 675	553 189	531 750	520 350
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>653 509</b>	<b>769 651</b>	<b>887 947</b>	<b>1 026 886</b>	<b>990 210</b>	<b>1 086 750</b>
- Capital	747 161	832 195	1 033 063	1 106 798	1 128 438	1 151 000
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>-93 652</b>	<b>-62 545</b>	<b>-145 116</b>	<b>-79 911</b>	<b>-138 228</b>	<b>-64 250</b>
<b>CAPACITE DE DESENETTEMENT (en années)</b>	<b>27,7</b>	<b>25,3</b>	<b>26,7</b>	<b>22,0</b>	<b>21,7</b>	<b>18,9</b>

**La politique d'investissement** soutenue poursuivie par la Ville au cours de la période 2014-2020, avec la réalisation du parking Charner en partenariat public-privé, la remise aux normes-désamiantage du parking de Gouëdic et la construction du parking Carnot-Gare, a été rendue possible par **un recours important à l'emprunt** (voir § 4). Le remboursement du capital de la dette s'élève à plus de 1,1 M€ en 2023, montant similaire à celui constaté fin 2022 et le **délai de désendettement serait d'environ 18,9 années** fin 2022 contre 21,7 années fin 2022.

## 2 – Evolution des charges d'exploitation

### CHARGES D'EXPLOITATION

€	2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023	2023/2018
Charges à caractère général hors taxe d'aménagement	399 401	483 051	566 929	566 080	650 557	721 500	
<i>Evolution n/n-1</i>	9 %	21 %	17 %	0 %	15 %	11 %	
Taxe d'aménagement					174 546		
Charges de personnel	354 471	360 000	360 000	370 000	360 000	365 000	
Autres charges de gestion courante	0	0	0	524	1 567	850	
<b>Charges d'exploitation courante</b>	<b>753 872</b>	<b>843 051</b>	<b>926 929</b>	<b>936 604</b>	<b>1 186 670</b>	<b>1 087 350</b>	<b>44 %</b>
<i>Evolution n/n-1</i>	3%	12%	10%	1%	27%	-8%	
Charges exceptionnelles	678	229 056	118 037	645	235	350	
<b>Charges d'expl. Hors intérêts</b>	<b>754 549</b>	<b>1 072 107</b>	<b>1 044 966</b>	<b>937 249</b>	<b>1 186 905</b>	<b>1 087 700</b>	<b>44 %</b>
Intérêts	550 377	569 007	573 675	553 189	531 758	520 350	
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>1 304 926</b>	<b>1 641 114</b>	<b>1 618 641</b>	<b>1 490 437</b>	<b>1 718 662</b>	<b>1 608 050</b>	<b>23 %</b>
<i>Evolution n/n-1</i>	5%	26%	-1%	-8%	15%	-6%	

- Entre 2018 et 2023, **les charges d'exploitation courante augmenteraient de 44% et les charges totales de 23 %**. En neutralisant la taxe d'aménagement reversée en 2022 pour la construction du parking Carnot, l'augmentation des charges à caractère général serait de +11 % entre 2022 et 2023 et la hausse des charges d'exploitation courante serait limitée à +8 % sur la même période. Cette augmentation est principalement liée aux augmentations constatées sur les prix de l'électricité, des fournitures et des contrats de maintenance, ainsi qu'aux honoraires conseil concernant le contentieux sur le parking Charner. Au total, la variation des charges d'exploitation courantes est estimée à -8 % en 2023 par rapport à 2022 .
- **Les charges financières** diminueraient de 2 % entre 2022 et 2023 ;
- **Les charges exceptionnelles** comptabilisées en 2019 et 2020 sont liées aux protocoles d'indemnisation signés avec les sociétés intervenant dans le parking de Gouëdic dont le matériel est resté bloqué de longs mois après la fermeture du site en 2015.

## 3 – Evolution des produits d'exploitation

### Produits d'exploitation

€	2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023	2023/2018
Produits d'exploitation	741 180	1 000 722	774 872	995 290	1 307 832	1 337 400	
<b>Produits d'exploitation courante</b>	<b>741 180</b>	<b>1 000 722</b>	<b>774 872</b>	<b>995 290</b>	<b>1 307 832</b>	<b>1 337 400</b>	<b>80 %</b>
<i>Evolution n/n-1</i>	3%	35%	-23%	28%	31%	2%	
Produits exceptionnels	1 217 255	1 410 043	1 731 716	1 522 033	1 401 033	1 357 400	
<i>Dont Subvention du budget principal</i>	<i>1 210 000</i>	<i>1 410 000</i>	<i>1 654 110</i>	<i>1 430 000</i>	<i>1 400 000</i>	<i>1 354 400</i>	
<i>Evolution n/n-1 Subvention du budget principal</i>	<i>-1%</i>	<i>17%</i>	<i>17%</i>	<i>-14%</i>	<i>-2%</i>	<i>-3%</i>	
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>1 958 435</b>	<b>2 410 764</b>	<b>2 506 588</b>	<b>2 517 323</b>	<b>2 708 865</b>	<b>2 694 800</b>	<b>38 %</b>
<i>Evolution n/n-1</i>	1%	23%	4%	0%	8%	-1%	

- Entre 2018 et 2023, **les produits d'exploitation courante** ont augmenté de plus de 80 % et les produits totaux de 38 %.
- En 2023, **les produits d'exploitation courante devraient augmenter de 2% par rapport à 2022** du fait d'une hausse de la fréquentation des ouvrages et du nombre d'abonnés.
- **Ces résultats en progression devraient permettre, a priori, de limiter la subvention d'équilibre versée par le budget principal à 1,350 M€ en 2023** contre 1,4 M€ en 2022.

#### 4 - Des investissements financés par une forte dette

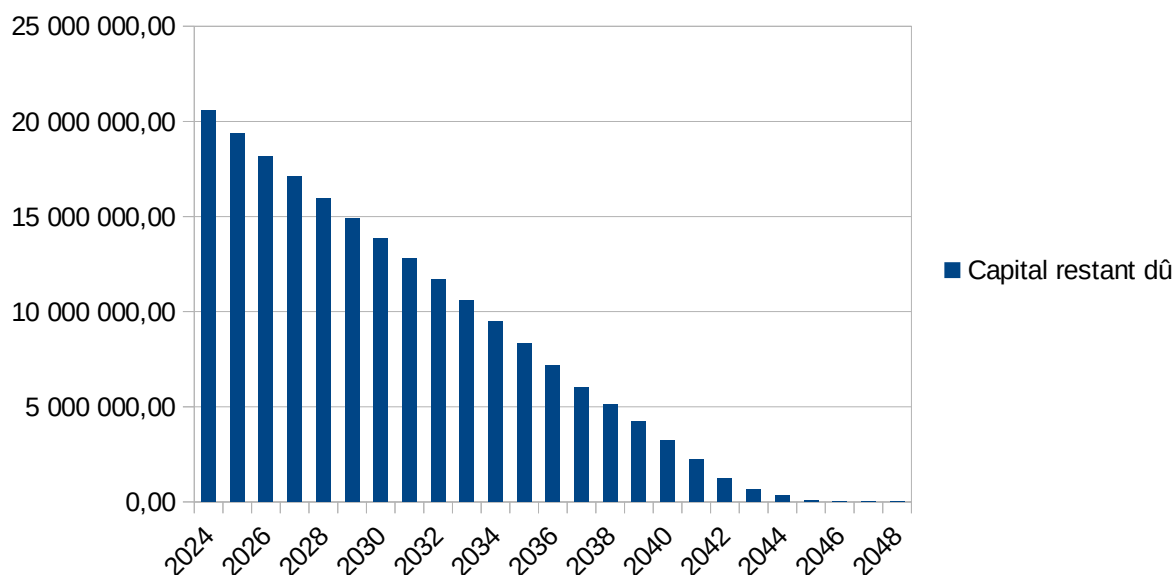
Afin de respecter l'équilibre de la section d'investissement, un emprunt de 200 000€ a été contracté en décembre 2023 auprès du Crédit Agricole-CIB sur une durée de 25 ans à taux variable Euribor 3 mois moyenné + 0,88 %.

##### ENCOURS DE LA DETTE AU 31/12

K€	2018	2019	2020	2021	2022	Prev 2023
Encours brut	18 115	19 483	23 750	22 643	21 514	20 563
Evolution	-4 %	8 %	22 %	-5 %	-5 %	-4 %
CAPACITE DE DESENETTEMENT (en années)	27,7	25,3	26,7	22,0	21,7	18,9

L'encours de la dette du budget annexe s'élève au 31 décembre 2023 à 20 563 k€, soit une baisse de -4 % par rapport à fin 2022. En l'état actuel des travaux de fin d'année, la durée de désendettement serait de **18,9 années**. Ces données seront revues en fonction du niveau d'épargne brute réel dégagé sur l'exercice 2023.

##### COURBE D'EXTINCTION DE LA DETTE AU 31/12/2023



## II – Orientations budgétaires 2024-2026

Les enjeux principaux pour le budget annexe dans les années à venir sont :

- le désendettement
- l'indépendance financière vis à vis du budget principal

### 1 – La chaîne de l'épargne

€	2024	2025	2026
Produits d'exploitation courante	1 377 522	1 418 848	1 461 413
	3%	3%	3%
- Charges d'exploitation courante	1 109 097	1 131 279	1 153 905
	2 %	2 %	2 %
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>268 425</b>	<b>287 569</b>	<b>307 509</b>
<b>+ Solde exceptionnel</b>	<b>1 343 480</b>	<b>1 330 045</b>	<b>1 316 744</b>
<i>Dont subvention budget principal</i>	<i>1 340 856</i>	<i>1 327 447</i>	<i>1 314 173</i>
<i>Evolution n/n-1 Subvention budget principal</i>	<i>-1%</i>	<i>-1%</i>	<i>-1%</i>
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>1 611 905</b>	<b>1 617 613</b>	<b>1 624 253</b>
- Intérêts	496 450	468 400	441 000
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>1 115 455</b>	<b>1 149 213</b>	<b>1 183 253</b>
- Capital	1 180 000	1 205 000	1 116 000
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>-64 546</b>	<b>-55 787</b>	<b>67 253</b>
<b>CAPACITE DE DESENDETTEMENT (en années)</b>	<b>17,4</b>	<b>15,8</b>	<b>14,4</b>

Les produits d'exploitation courante sont anticipés en augmentation de 3 % et les dépenses d'exploitation courante de 2 % par an sur la période en 2024 2026.

L'excédent brut courant devrait augmenter de l'ordre de 7 % par an de 2024 à 2026.

Par conséquent, le montant de la **subvention versée par le budget principal** devrait être de l'ordre de 1,340 M€ en 2024 puis commencer à décroître à compter de 2025.

L'épargne nette devrait atteindre l'équilibre en 2026.

Sans recours à l'emprunt :

- la charge de la dette serait en baisse de -2 % à -7 % par an entre 2024 et 2026.
- une fois le capital remboursé, le **ratio de désendettement** devrait être de 17,4 années fin 2024 et tomber à 14,4 années en 2026.

## 2 – Evolution des charges d'exploitation

Les charges d'exploitation courante seraient en hausse de 2 % par an sur la période 2024-2026.

Déduction faite de la charge de la dette (en baisse de -5% en moyenne chaque année), le total des charges d'exploitation serait stable sur la période.

€	2024	2025	2026	2026/2023
Charges à caractère général hors taxe d'aménagement	735 930	750 649	765 662	
<i>Evolution n/n-1</i>	2 %	2 %	2 %	
Taxe d'aménagement				
Charges de personnel	372 300	379 746	387 341	
Autres charges de gestion courante	867	884	902	
<b>Charges d'exploitation courante</b>	<b>1 109 097</b>	<b>1 131 279</b>	<b>1 153 905</b>	<b>6 %</b>
<i>Evolution n/n-1</i>	<b>2%</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>	
Charges exceptionnelles	357	364	371	
<b>Charges d'exploitation. Hors intérêts</b>	<b>1 109 454</b>	<b>1 131 643</b>	<b>1 154 276</b>	<b>6 %</b>
Intérêts	496 438	468 411	440 917	
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>1 605 892</b>	<b>1 600 054</b>	<b>1 595 193</b>	<b>-1 %</b>
<i>Evolution n/n-1</i>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	

## 3 – Evolution des produits d'exploitation

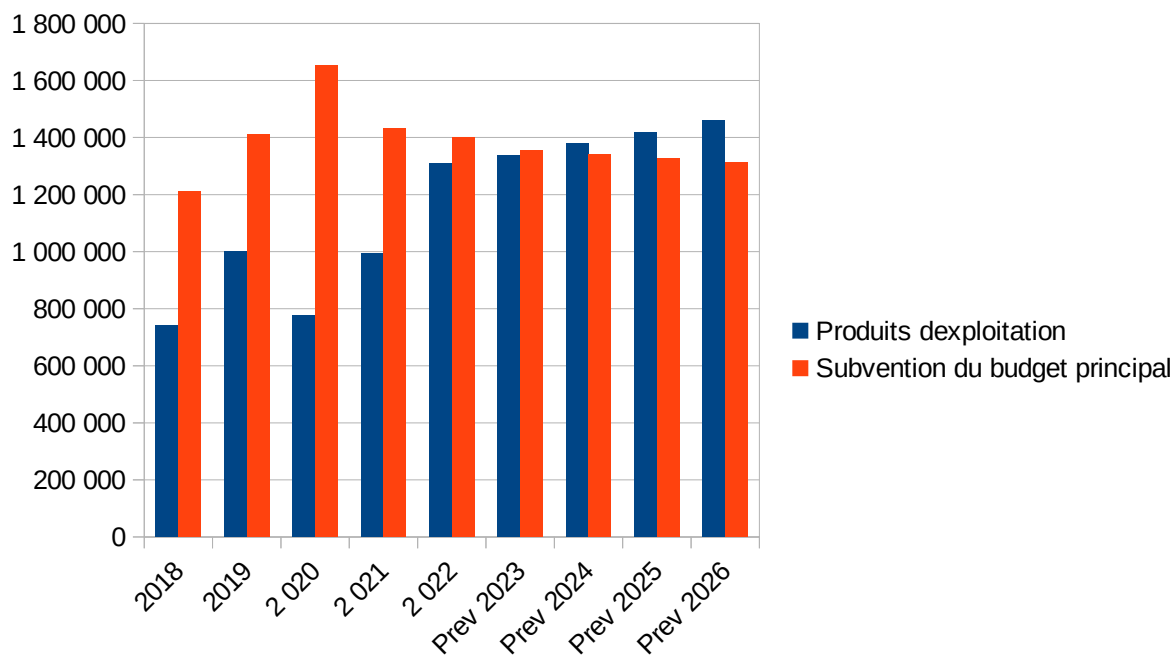
€	2024	2025	2026	2026/2024
Produits d'exploitation	1 377 522	1 418 848	1 461 413	
<b>Produits d'exploitation courante</b>	<b>1 377 522</b>	<b>1 418 848</b>	<b>1 461 413</b>	<b>9 %</b>
<i>Evolution n/n-1</i>	<b>3%</b>	<b>3%</b>	<b>3%</b>	
Produits exceptionnels	1 343 826	1 330 388	1 317 084	1 303 913
<i>Dont Subvention du budget principal</i>	1 340 856	1 327 447	1 314 173	
<i>Evolution n/n-1 Subvention du budget principal</i>	-1%	-1%	-1%	
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>2 721 348</b>	<b>2 749 235</b>	<b>2 778 497</b>	<b>3 %</b>
<i>Evolution n/n-1</i>	<b>1%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>	

Les produits d'exploitation courante sont anticipés en hausse de 3 % par an entre 2024 et 2026.

La subvention versée par le budget principal est estimée 1,340 M€ en 2024. Elle devrait par la suite baisser de 1 % par an.

En fonction de la réalité constatée sur les 6 premiers mois de l'année, un ajustement des recettes d'exploitation sera à prévoir en cours d'année (budget supplémentaire ou décision modificative de fin d'année).

Le graphique ci-dessous retrace l'évolution des recettes d'exploitation propres des parkings comparée à celle de la subvention versée par le budget principal de 2018 à 2026.



#### 4 – Evolution de l'encours de dette

K€	2024	2025	2026
Encours brut	19 384	18 179	17 085
<b>Evolution</b>	<b>-6 %</b>	<b>-6 %</b>	<b>-6 %</b>
<b>CAPACITE DE DESENDETTEMENT (en années)</b>	<b>17,4</b>	<b>15,8</b>	<b>14,4</b>

## 5 – Le programme d'investissement

		Service	Exercice 2024 (Crédits nouveaux)	Exercice 2025 (Crédits nouveaux)	Exercice 2026 (Crédits nouveaux)
Classement des projets	Observations		Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>Petit matériels</b>		0801	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
<b>Logiciels (mise aux normes CB5.5)</b>		0801	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Relampage Parkings</b>			<b>19</b>	<b>0</b>	<b>60</b>
Promenades		0801	19		
Saint-Benoît		0801			60
<b>Réaménagement Parkings</b>			<b>0</b>	<b>150</b>	<b>320</b>
Raoul Poupard	Etudes	0801			20
Poulain Corbion – Raoul Poupard – Octave Brilleaud	2025 : Ombrières + 15 bornes de recharge 1 borne pour 20 places avant le 01/01/2025 soit 30 bornes à 10k€ l'unité	0801		150	300
<b>Travaux Bâtiments Parkings</b>			<b>415</b>	<b>370</b>	<b>250</b>
Gouédic	Réfection dalles fissurées	0801	30	200	200
	Entrées/sorties	0801			50
	Finalisation désamiantage	1300	35		
Promenades	Ascenseur	0801	150		
Promenades	Réfection des peintures (Étude)	0801		20	
Saint-Benoît	Étanchéité - SSI (DAD)	0801+1070	90		
Jalonnement	Signalétique	0801	20		
Jalonnement dynamique	Logiciel et panneaux	0801		150	
Vidéosurveillance	Caméras et serveurs	0801	90		
<b>TOTAUX</b>			<b>472</b>	<b>520</b>	<b>632</b>

## 6 – Le financement du programme d'investissement

en K€	Projet	2024	2025	2026
<b>Dép d'inv hors annuité en capital</b>	<b>1 624</b>	<b>472</b>	<b>520</b>	<b>632</b>
<i>Divers</i>	40	38	0	2
<i>Relampage</i>	79	19	0	60
<i>Réaménagement parkings</i>	470	0	150	320
<i>Travaux bâtiments</i>	1035	415	370	250
<b>Financement de l'investissement</b>		<b>472</b>	<b>520</b>	<b>632</b>
EPARGNE NETTE		<b>-65</b>	<b>-56</b>	<b>67</b>
Emprunt		537	576	565